

cyberpresse.ca

LA PRESSE

TOYOTA VACILLE

Au Canada et aux États-Unis, les critiques contre le constructeur nippon se font de plus en plus acerbes. Il y a deux mois à peine, Transports Canada vantait Toyota pour sa gestion des plaintes de ses clients. L'organisme fédéral aurait-il été trop vite en affaires? **LA PRESSE AFFAIRES PAGES 1 À 3**

Où est monsieur Toyoda?

LA CHRONIQUE DE SOPHIE COUSINEAU PAGE 2

Toyota: le doute

L'ÉDITORIAL D'ANDRÉ PRATTE FORUM PAGE A18



PHOTO REUTERS

LOTO-QUÉBEC MISE SUR LES INTERNAUTES

DES « GRATTEUX » AU WEB

La société d'État exploitera un site où les internautes pourront jouer au poker et faire des paris sportifs 24 heures sur 24. L'annonce a fait réagir le directeur de la Santé publique: « Le jeu en ligne est l'un des plus dangereux. » PAGES A2 ET A3

La théorie du moindre mal LA CHRONIQUE D'YVES BOISVERT PAGE A3



PHOTO REUTERS

HAÏTI > LA COLÈRE MONTE DANS LES CAMPS

« ON A FAIM! »

ARIANE LACOURSIÈRE EN HAÏTI PAGE A4

CELLULAIRE ET SANTÉ PUBLIQUE

La Croix-Rouge lance son premier « SMS-Blast » humanitaire. Un moyen efficace pour rejoindre des centaines de milliers d'Haïtiens, accros du cellulaire. VINCENT MARISSAL EN HAÏTI PAGE A5

EXCLUSIF

ANCIENS ÉLUS DE MONTRÉAL 2,4 MILLIONS EN INDEMNITÉS DE DÉPART

KARIM BENESEAIEH PAGE A8



ENQUÊTE SUR LA MORT DE FREDY VILLANUEVA

UNE JOURNÉE SOUS HAUTE TENSION

CAROLINE TOUZIN PAGE A7

ARTS ET SPECTACLES

TÉLÉVISION

PRINCESSE YENNENGA

UNE SÉRIE AFRICAINNE POUR RÉJEAN TREMBLAY

NATHAËLLE MORISSETTE PAGE 1

Une auberge ouverte pour longtemps

LA CHRONIQUE
D'HUGO DUMAS PAGE 1

LA PRESSE AU SUPER BOWL



SAINTE ALLIANCE

Après l'ouragan Katrina, les Saints, c'est tout ce qu'il restait aux gens de La Nouvelle-Orléans. Ils ont vu leur équipe aller, et ils ont décidé de faire de même, de retrousser leurs manches. Et les joueurs ne font pas que gagner sur le terrain, ils s'impliquent dans leur communauté.

RICHARD LABBÉ À MIAMI SPORTS PAGE 1



Drew Brees PHOTO REUTERS



L-V 6 21924 98765 1

Mon clin d'œil STÉPHANE LAPORTE

La marmotte a eu peur de son ombre, encore au moins six mois avant une commission d'enquête sur la construction.

Venez voir mon blogue! cyberpresse.ca/laporte



« J'espère qu'ils vont prendre le temps de lire ma suggestion cette fois-ci. »

VOUS AIDER À MIEUX GÉRER LA MOBILISATION DES EMPLOYÉS,
C'EST NOTRE PROFESSION

CRHA

Ordre des conseillers
en ressources
humaines agréés

PORTAILRH.ORG

JEU EN LIGNE

LOTO-QUÉBEC

La société d'État exploitera des jeux de hasard en ligne dès septembre

À peine Loto-Québec avait-elle annoncé, hier, sa volonté d'investir le lucratif marché du jeu en ligne que les critiques fusaient : le directeur de la Santé publique s'est dit « préoccupé » alors que des spécialistes craignent une augmentation des problèmes liés au jeu. Notre chroniqueur Yves Boisvert croit quant à lui qu'il n'y aura pas de réel débat public sur la question. « La machine est déjà en marche », écrit-il.

DAPHNÉ CAMERON
ET MATHIEU GOBEIL

Les Québécois pourront bientôt s'adonner à des jeux de hasard en toute légalité dans le confort de leur foyer. Dès septembre, Loto-Québec exploitera un site web où les internautes pourront jouer au poker et faire des paris sportifs 24 heures sur 24. Le gouvernement veut ainsi mettre la main sur des dizaines de millions de dollars qui lui échappent depuis quelques années au profit des portails de jeu illégaux.

« Ne nous mettons pas la tête dans le sable, ça existe, les jeux en ligne. On est dans une société internet et ça va exister de plus en plus, a expliqué hier après-midi le ministre des Finances, Raymond Bachand. C'est une industrie de 25 milliards de dollars dans le monde. Les Québécois ont déjà accès à 2000 sites. »

« Ne nous mettons pas la tête dans le sable, ça existe, les jeux en ligne. On est dans une société internet et ça va exister de plus en plus. » — Raymond Bachand, ministre des Finances

Loto-Québec évalue les revenus annuels du jeu en ligne provenant du Québec à 80 millions de dollars. Le gouvernement espère en récupérer près de 50. « Notre objectif, c'est de déplacer cette offre-là vers un site qui est sûr, qui protège le joueur et qui encadre la consommation de façon responsable, a indiqué le PDG de Loto-Québec, Alain Cousineau. Ce qu'on propose aujourd'hui, c'est de cannibaliser l'offre illégale. »

L'annonce de Loto-Québec n'a pas tardé à faire réagir les intervenants qui s'intéressent au problème

du jeu pathologique. Le directeur de la Santé publique de Montréal, le D^r Richard Lessard, s'est même dit « préoccupé » de l'incidence de la décision sur le développement de comportements dangereux, particulièrement chez les jeunes.

« Le jeu en ligne est l'un des plus dangereux sur le plan pathologique, a-t-il expliqué. Nous aurions vivement souhaité un débat sur la place publique pour discuter de ses impacts négatifs. En augmentant l'offre de jeu, il est clair que ça va augmenter le nombre de joueurs pathologiques. Je suis convaincu que le site sera très attirant. Le fait qu'il soit cautionné par la société qui attire des grosses cotes d'écoute avec des émissions comme *Le banquier* ou *La poule aux œufs d'or* va attirer de nouveaux joueurs qui ne se seraient pas intéressés à ce genre de site. »

Pour faire taire ses détracteurs, le ministre Bachand a assuré que des mesures rigoureuses seront

de la Santé analysera les impacts sociaux découlant de cette décision, afin d'évaluer si des correctifs devront être apportés après la mise en ligne de la plateforme.

« Le ministre Bachand reconnaît qu'il y a des coûts sociaux importants, mais son appétit à siphonner notre portefeuille semble plus fort », a reproché hier la porte-parole du Parti québécois en matière de services sociaux, Danielle Doyer.

Elle a d'ailleurs critiqué l'absence de la ministre déléguée aux Services sociaux, Lise Thériault, de la conférence de presse annonçant la mise en ligne du site, hier après-midi. « Le signal est assez clair : les conséquences du jeu pathologique et les préoccupations sociales qui en découlent sont reléguées au second plan. Ce qui compte, c'est l'opportunité d'affaires. Jean Charest, qui poussait les hauts cris à l'époque, se disant préoccupé des impacts du jeu pathologique, cachait bien son jeu. »

Selon Raymond Bachand, les lois actuelles permettent au gouvernement du Québec et à Loto-Québec d'offrir le jeu en ligne. En effet, le Code criminel prévoit que le jeu est illégal sauf s'il est géré par un gouvernement provincial ou par l'État. « Il y a beaucoup de confusion au sein de la population. Plusieurs personnes sont convaincues, de bonne foi, qu'ils agissent en toute légalité lorsqu'ils misent sur ces sites, a expliqué Jean-Pierre Roy, directeur des communications chez Loto-Québec. Or c'est faux. Nous voulons offrir une option légale et sécuritaire. »

Selon Loto-Québec, 5 % des Canadiens jouent régulièrement en ligne. En novembre 2009, 2,5 % des Québécois de 18 ans et plus ont joué au poker en misant de l'argent sur le web.

— Avec La Presse Canadienne

MESURES POUR LE JEU RESPONSABLE

Des experts croient au bluff

DAPHNÉ CAMERON

L'annonce de la mise sur pied d'un site web de jeux de hasard géré par Loto-Québec inquiète les intervenants qui s'intéressent à la question du jeu pathologique. Plusieurs d'entre eux craignent que les mesures de jeu « responsable » annoncées par la société d'État ne soient que du bluff.

« C'est de la poudre aux yeux ! C'est comme si un fabricant de cigarettes finançait une campagne de lutte contre le tabagisme », explique Alain Dubois, travailleur psychosocial et porte-parole de la coalition Éthique pour une modération du jeu (EmJEU). « Oui, ça va être payant, mais le rôle de l'État n'est pas seulement d'engranger de l'argent. Il faut considérer les coûts sociaux et les drames humains que cela engendre. Ce n'est certainement pas la priorité du ministère des Finances. »

Des billets de loterie aux casinos en passant par les émissions de télévision et les machines de vidéo-poker, l'offre de jeu au Québec est démesurée, estime M. Dubois.

« Une étude menée en Suède après que la loterie nationale se fut lancée sur le web a démontré que 52 % de la clientèle ne s'était jamais adonnée au jeu en ligne auparavant. En parallèle, des



Alain Cousineau, PDG de Loto-Québec, dit vouloir un site qui « encadre la consommation de façon responsable ». Une prévention que certains spécialistes récuse.

études de santé publique assez prudentes ont démontré qu'une personne sur cinq qui joue sur l'internet souffre de problèmes de jeu pathologique. Il est donc évident que cela va augmenter de façon importante le nombre de joueurs compulsifs. »

Citant également l'étude suédoise, la directrice des programmes de prévention et de sensibilisation à la Maison Jean Lapointe, qui traite des gens aux prises avec un problème de jeu compulsif, explique que l'arrivée du site pourrait banaliser

l'acte de jouer au poker ou de miser en ligne.

« C'est sûr que l'on parle d'un milieu qui était illégal, souvent géré par le crime organisé. Donc, à première vue, on peut conclure que c'est positif, mais j'ai beaucoup d'inquiétudes par rapport à l'efficacité des mesures proposées, explique Anne-Élizabeth Lapointe. Le jeu en ligne est très insidieux, car les gens peuvent le faire chez eux dans le secret. Par ailleurs, j'ai peur que des gens vulnérables soient aspirés si Loto-Québec se met à faire énormément de promotion pour mousser la popularité de son site. »

Jeffrey L. Derevensky, codirecteur du Centre international d'étude sur le jeu et les comportements à risque chez les jeunes, note cependant que la majorité des gens ne souffrent pas de problèmes de jeu pathologique.

« Il est prouvé que les sites de jeu en ligne sont très attrayants pour les gens qui souffrent de problèmes de jeu. Est-ce que les sites causent ces problèmes ? Cela n'a pas été démontré. À l'heure actuelle, le gouvernement doit être proactif en investissant dans la prévention et la recherche indépendante pour que l'on puisse davantage comprendre ce qui engendre les comportements pathologiques. »



MISE SUR LE WEB



PHOTO KAREN BLEIER, ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

Loto-Québec évalue les revenus annuels du jeu en ligne provenant du Québec à 80 millions de dollars. Le gouvernement espère en récupérer près de 50.

2000

Nombre de sites offrant des jeux en ligne au Canada.

5%

Pourcentage des Canadiens qui jouent régulièrement en ligne. Les sites de poker sont les plus populaires, suivis des jeux de casino.

2,5%

Pourcentage des Québécois de 18 ans et plus qui jouent au poker en ligne en misant de l'argent (novembre 2009).

25,3 milliards

Valeur du marché mondial des jeux en ligne en 2009.

810 millions

Valeur du marché canadien en 2009.

80 millions

Valeur du marché québécois.

30%

Proportion des élèves du secondaire qui éprouvent des problèmes de jeu parmi ceux qui ont déclaré avoir déjà joué à des jeux d'argent en ligne.

1,3%

Proportion de Québécois qui sont des joueurs à risque. Selon les études, il y aurait de 35 000 à 56 000 joueurs pathologiques probables.

Sources: Loto-Québec, Direction de la santé publique de Montréal, Université Laval et Institut national de santé publique du Québec

La théorie du moindre mal



**YVES
BOISVERT**
CHRONIQUE

La France l'a fait, la Suède l'a fait, l'Espagne, l'Australie, etc. Cinq provinces le font au Canada. C'était donc une question de temps avant que Loto-Québec lance ses produits de jeu en ligne.

Le raisonnement est le même que pour le casino et la loterie vidéo: ça existe déjà, souvent au profit du crime organisé. Alors pourquoi ne pas «canaliser» ce bel argent vers la société d'État?

C'est ainsi que la société d'État prévoit aller chercher 50 millions par année.

Quoi? Un débat sur les coûts sociaux de l'opération? Loto-Québec répond à la Santé publique qu'il n'avait qu'à en lancer un quand les jeux en ligne ont apparus.

C'est un peu court. J'espère que la société d'État accepte une responsabilité sociale un peu plus élevée qu'un casino en ligne illégal.

Il faut dire que le dernier débat public sur un de ses projets, Loto-Québec l'a encore en travers de la gorge:

il a fait dérailler le projet de démantèlement du Casino.

Et cette fois, le PDG de Loto-Québec, Alain Cousineau, a l'appui du ministre des Finances dès le départ et très officiellement. Alors de débat public il n'y

En toute logique, on ne se contentera pas de canaliser un pourcentage des joueurs qui gaspillent déjà leur argent en ligne. On va augmenter l'offre de jeu au Québec.

aura pas. La machine est déjà en marche.

Mais on doit exiger au moins un examen public où l'on aurait l'occasion d'avoir des réponses à quelques questions pointues, études à l'appui.

Quand il est question de risque, Loto-Québec aime citer une étude réalisée en 2002 par le chercheur Robert Ladouceur de l'Université Laval, qui évalue le nombre de joueurs

pathologiques à 0,8% de la population – soit entre 55 000 et 65 000 Québécois. Selon cette étude, ce nombre de personnes est constant depuis l'implantation des appareils de loterie vidéo (ALV) et des casinos (1993). Mais elle dit aussi que la majeure partie des revenus des ALV provient de cette clientèle...

Loto-Québec soutient donc que le nombre de personnes malades du jeu ne sera pas touché par une offre étatique de jeu en ligne.

En toute logique, pourtant, on ne se contentera pas de

ligne est boiteuse puisqu'on ne sera pas capable d'occuper tout le terrain sur l'internet: les concurrents internationaux et illégaux, déjà très nombreux, ne s'en iront pas.

Sauf qu'avec sa puissance de frappe commerciale, attendons-nous à ce qu'on réveille de nouveaux joueurs.

■ ■ ■

C'est donc l'ultime étape de transformation de l'image du poker, qui, de vice plus ou moins accepté, est devenu un loisir glamour (voyez le tapage organisé autour des vedettes qui jouent au poker) et même un sport télévisé à heure de grande écoute!

Vous seriez surpris du nombre de gens qui passent des heures à jouer en ligne, nuit et jour. Plusieurs joueurs d'échecs de fort calibre se sont d'ailleurs recyclés dans le poker, où ils mettent à profit leurs capacités de calcul.

Est-ce mal que l'État se lance dans la concurrence pour les joueurs de poker? Ce n'est pas pire que le casino, pas pire que les ALV. Ce n'est que l'extension informatisée de la même chose. C'est une compromission morale à laquelle nous avons participé depuis longtemps en échange de 1,4 milliard de bénéfice net cette année...

On est dans la catégorie morale du «moindre mal»: on n'essaie plus de combattre le jeu, on fait avec. Ce qui entraîne une banalisation des jeux de hasard. Ce n'est plus un vice, mais un loisir... Oh, certes, il y en a qui abusent, mais on veille!

Au moins, ces sites-là seront contrôlés, mieux surveillés s'ils appartiennent à l'État. On pourra demander des comptes à leur gestionnaire. On pourra imposer une certaine obligation de surveillance des joueurs à Loto-Québec. En Suède, selon ce que nous en dit Loto-Québec, les sites ont des mécanismes serrés d'identification des joueurs – notamment quant à l'âge. On est capable de surveiller et de limiter leurs mises, et de les avertir si leur comportement paraît pathologique, nous dit-on.

C'est un terrain moral plein d'impuretés, comme vous voyez. Mais on y marche depuis si longtemps qu'il n'y a pas vraiment moyen de reculer.

Qu'au moins on nous expose en tant qu'adultes consentants la manière de gérer ce «moindre mal».

Pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca



HAÏTI

NOTRE COUVERTURE COMPLÈTE SUR CYBERPRESSE.CA/HAITI



PHOTO JEAN-PHILIPPE KSIAZEK, AGENCE FRANCE-PRESSE

Trois semaines après le séisme, l'aide alimentaire est toujours distribuée de façon aléatoire aux yeux des habitants. La tension commence à monter à Port-au-Prince.

AIDE AUX SINISTRÉS

La colère monte dans les camps



ARIANE LACOURSIÈRE

ENVOYÉE SPÉCIALE
HAÏTI

PORT-AU-PRINCE — La distribution de nourriture au camp de la place Saint-Pierre, à Port-au-Prince, devait se dérouler de façon continue pendant deux semaines. Mais sans avertir la population, le Programme alimentaire mondial (PAM) y a mis fin, hier, causant une immense colère chez les sans-abri.

Rencontrée dans sa tente, où elle allaitait son enfant, Roselyne Edam ne comprenait pas pourquoi son camp n'avait pas reçu la nourriture promise. «Ils sont venus lundi et mardi en disant de ne pas paniquer, qu'ils reviendraient pendant

deux semaines tous les jours. Mais là, ils ne viennent plus. On ne sait pas ce qui se passe», a-t-elle dénoncé.

La porte-parole du PAM, Natasha Scripture, explique qu'il a fallu changer les plans: «Il y avait trop de monde, a-t-elle dit. Ça ne fonctionnait pas. Ça créait des bouchons monstres et de la tension. On va trouver un autre emplacement et on va en informer la population.»

de gros shows médiatiques à des endroits clés, mais elles oublient des tonnes de plus petits camps qui ont aussi besoin d'aide. Comment peut-on accepter que, trois semaines après le séisme, des régions soient toujours oubliées?»

M. Benoît a d'ailleurs dirigé *La Presse* vers un de ces camps oubliés, à la place Boyer, dans Pétionville. Là, la présence d'une journaliste blanche s'est

Selon ce système, des bénévoles se promènent dans les camps et donnent des coupons. Le jour de la distribution alimentaire, seules les personnes munies de ces petits papiers peuvent se procurer un sac de riz.

Quand les bénévoles viennent distribuer les coupons, seuls les plus forts parviennent à se frayer un chemin et à obtenir le précieux papier,

avec neuf autres personnes sous une toile. Les gens qui vont venir porter de l'aide devront être prêts. Ça risque de dégénérer, ici.»

Trois semaines après le séisme, l'aide alimentaire est toujours distribuée de façon aléatoire aux yeux des habitants. La tension commence d'ailleurs à monter à Port-au-Prince. Plusieurs coups de feu ont été entendus dans la nuit de mardi à hier à Pétionville. Hier matin, quelque 300 Haïtiens ont manifesté devant la mairie pour réclamer nourriture, travail et possibilité pour les enfants de retourner à l'école.

En début d'après-midi, un autre rassemblement a réuni environ 200 manifestants à quelque 4 km de l'ambassade des États-Unis, criant en créole leur besoin d'aide et bloquant la progression d'une longue file de 4x4 américains et de camions de l'ONU.

Avec l'Agence France-Presse

«Ils sont venus lundi et mardi en disant de ne pas paniquer, qu'ils reviendraient pendant deux semaines tous les jours. Mais là, ils ne viennent plus. On ne sait pas ce qui se passe.»

Stephen Benoît, député indépendant de Pétionville, où se trouve la place Saint-Pierre, accuse le gouvernement de n'avoir aucune emprise sur la distribution de l'aide alimentaire. «Les ONG font ce qu'elles veulent, a-t-il dit à *La Presse*. Elles font

rapidement fait remarquer. Des dizaines de gens sont venus crier leur indignation. «Blanc! Blanc! On a faim!» criaient certains. «Coupon? Coupon?» demandaient d'autres, en référence au système de distribution mis en place par le PAM.

dénoncent les habitants des camps. «C'est la jungle, ici, a dit Ketler Borga, qui habite à la place Boyer. Il faut avoir des muscles pour être aidé.»

«On doit se débrouiller. On n'a rien reçu depuis le début sauf un peu d'eau, a dénoncé Micheline Saint-Île, qui vit

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 10	Horaire télévision	ARTS 9
Astrologie du jour	SPORTS 6	Loterias	A 12
Bourses	AFFAIRES 16 et 17	Monde	A 16 et 17
Décès	AFFAIRES 19 et 20	Petites annonces	AFFAIRES 4 et 18
Forum	A 18 et 19	Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Passages nuageux en matinée, maximum -8, minimum -11. AFFAIRES 18

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

Des tentes gratuites... à vendre

ARIANE LACOURSIÈRE

PORT-AU-PRINCE — Des tentes du gouvernement haïtien qui devaient être distribuées gratuitement aux sinistrés sont actuellement vendues 125 \$US pièce dans les camps de réfugiés.

Alors que l'aide continue d'arriver au compte-gouttes à Haïti, les sinistrés réclament plus que jamais des tentes pour

obtenir un peu plus de confort dans les milliers de camps où ils se sont réfugiés dans la capitale. Il en manquerait encore 200 000, selon les autorités.

Le ministère de la Culture avait promis de distribuer des milliers de tentes bleues à ses sinistrés. Ces abris peuvent accueillir huit personnes.

Mais alors que les tentes bleues devaient être gratuites,

elles sont actuellement vendues dans les camps.

Le député indépendant de Pétionville, Stephen Benoît, affirme que des membres du gouvernement ont volé les tentes et les ont revendues. «Ces tentes ont été emportées par la police et des gens du Ministère. On les revend maintenant dans la rue. Où est le problème?» demande-t-il.

CE SOIR 20 h

■ UNE PILULE, UNE PETITE GRANULE

AVEC LE D^R GEORGES LÉVESQUE
ET MARIE-ÉLAINE PROULX

13 000 QUÉBÉCOIS EN SOUFFRENT
CHAQUE ANNÉE. CERTAINS S'EN SORTENT.
D'AUTRES, NON.

telequebec.tv



Télé-Québec

Survivre à un traumatisme crânien

Avec Christian Matte, frère de Martin Matte



NOTRE COUVERTURE COMPLÈTE SUR CYBERPRESSE.CA/HAÏTI

Trop, c'est comme pas assez



VINCENT
MARISSAL
CHRONIQUE

PORT-AU-PRINCE — Petite question quiz: selon vous, combien d'organisations non gouvernementales (les fameuses ONG) ont débarqué en Haïti pour soutenir la méga-opération d'aide humanitaire après le 12 janvier?

Réponse: il y a plus de 900 ONG enregistrées en Haïti, des plus grandes comme la Croix-Rouge aux plus obscures missions chrétiennes, sans aucune réelle coordination ni communication entre elles, ce qui ne fait qu'accroître la confusion.

Une dépêche de presse a annoncé hier que l'ONU demanderait à Bill Clinton d'être le grand responsable de l'aide humanitaire en Haïti.

Une rumeur dans les milieux diplomatiques et internationaux ici veut par ailleurs qu'un mandat de représentant spécial de l'ONU pour Haïti soit confié au président brésilien Lula da

Silva. Celui-ci termine bientôt son deuxième mandat et ne peut en solliciter un autre, ce qui le rend disponible pour une telle tâche. Il est respecté sur la scène internationale et encore plus dans la famille des Amériques, qui comprend évidemment Haïti.

Le nombre absolument surréaliste d'ONG explique en grande partie ce bordel. Neuf cents! Et pas toutes des pros de la distribution, évidemment.

Peu importe qui prend le leadership ici, ça presse! Et pas seulement une grosse huile pour faire des photo-ops à l'aéroport de Port-au-Prince, mais aussi une véritable coordination sur le terrain. On sait, l'a-t-on suffisamment démontré, que cela ne passera pas par le gouvernement haïtien, complètement incompétent.

Le Parlement haïtien a d'ailleurs rédigé ces derniers jours un rapport provisoire condamnant l'incurie du gouvernement dans cette crise, lui reprochant même de l'avoir aggravée par son manque de leadership. Les parlementaires condamnent en plus la pratique du parti du président d'utiliser des candidats clairement identifiés dans des opérations de distribution de vivres. Comme si Lucien Bouchard avait mobilisé les jeunes péquistes pour apporter des chandelles et des couvertures aux foyers privés de courant pendant le grand verglas de 1998...

d'ONG explique en grande partie ce bordel. Neuf cents! Et pas toutes des pros de la distribution, évidemment. Ces gens-là veulent aider, bien sûr, mais ils n'ont aucune idée par où commencer et comment s'y prendre. Trop, c'est comme pas assez.

C'est comme la fameuse règle en sécurité nautique: si vous ne savez pas nager et que vous vous jetez à l'eau pour sauver une personne en détresse, il y aura deux morts au lieu d'un.

«Franchement, il y a trop d'ONG sur le terrain, tranche Jean-Pierre Taschereau, responsable des opérations de la

omniprésentes en Haïti. Évidemment, le terreau est fertile.

Dans le vol Miami-Santo Domingo (République dominicaine), la semaine dernière, tout juste à côté de moi, un pasteur de l'Ohio et un responsable d'une ONG chrétienne du Minnesota échangeaient sur leurs projets respectifs en Haïti. Ils sont des centaines à converger ainsi vers Haïti, terre de dévots.

Quelques heures plus tard, dans le hall de mon hôtel de Santo Domingo, le Noir baraqué au comptoir près de moi me disait vaguement quelque chose. Je l'avais vu quelques fois sur CNN. C'est Cecil Wallace, ancien vice-président aux opérations de la dernière campagne présidentielle du républicain John McCain aux États-Unis.

M. Wallace travaille maintenant avec l'organisation Relief International, une ONG américaine située à Washington.

— Vous allez faire quoi en Haïti? lui ai-je demandé.

— On s'en va aider. Venez nous voir sur place, il est très important que nous rendions publiques nos actions et que tout le monde sache qui nous sommes, m'a-t-il répondu.

Je ne suis pas encore allé le voir. Et je n'irai pas.

Pas le temps. J'ai mieux à faire ici que de répandre la bonne nouvelle des ONG en manque de visibilité. Elles ont leurs beaux 4x4 blancs pour flasher.

Quelque 1,5 million d'Haïtiens joints simultanément

Un Montréalais fait partie des gens derrière la première campagne SMS de la Croix-Rouge

VINCENT MARISSAL

PORT-AU-PRINCE — La Croix-Rouge a lancé hier deux messages SMS d'intérêt public à quelque 1,5 million de propriétaires d'un téléphone portable dans la grande région de Port-au-Prince. Une opération inédite à ce jour.

Le premier message prévenait la population qu'une campagne de vaccination contre la diphtérie, le tétanos et les oreillons sera lancée sous peu pour les 140 000 enfants de moins de 7 ans de la capitale.

Le second rappelait aux occupants des camps de ménager l'eau, essentielle à la cuisine et à l'hygiène.

Les messages ont été envoyés gratuitement par le réseau Voilà, l'une des deux entreprises de communication sans fil d'Haïti.

Derrière cette opération, il y a, notamment, un Montréalais, Jean-Pierre Taschereau, qui était jusqu'à hier le chef des opérations de la Croix-Rouge internationale en Haïti.

Il n'était pas peu fier, hier, lorsque *La Presse* l'a rencontré



PHOTO ISABELLE MARIN, FOURNIE PAR LA CROIX-ROUGE
Le Montréalais Jean-Pierre Taschereau (au centre) était, jusqu'à hier, chef des opérations de la Croix-Rouge internationale en Haïti.

au QG de la Croix-Rouge internationale, de cette première offensive SMS humanitaire de l'histoire de la Croix-Rouge.

Cette nouvelle stratégie de communication ne représente toutefois qu'une infime partie de la tâche qu'a accomplie M. Taschereau en Haïti depuis trois semaines.

En tant que chef d'équipe, c'est lui qui dirige les 350 travailleurs humanitaires de la Croix-Rouge internationale ici et

qui coordonne les opérations. Il fallait d'abord établir le camp de base. Celui-ci est fait pour 180 personnes. Il y en a presque le double maintenant.

Dans les premiers jours, la Croix-Rouge internationale avait établi ses quartiers dans un entrepôt où il n'y avait que deux douches et trois toilettes pour plus de 200 personnes. Maintenant, on utilise des tentes plantées sur un terrain vague près de l'aéroport.

Travaillant normalement au siège social de la Croix-Rouge canadienne, à Ottawa, Jean-Pierre Taschereau a été prêt pour diriger l'équipe internationale.

Depuis 2007, c'est la cinquième mission de M. Taschereau en Haïti.

«La dernière fois que je suis venu à Port-au-Prince, après un ouragan, en 2008, le directeur de la Croix-Rouge en Haïti m'avait dit: "Le pire scénario, ici, ce serait un tremblement de terre, et ça va arriver un jour." Je ne pensais pas qu'il avait raison à ce point, raconte-t-il, visible-ment exténué.

Exténué certes, mais Jean-Pierre Taschereau repart vers Montréal aujourd'hui avec le sentiment d'avoir accompli sa mission en installant ici une équipe internationale qui devrait rester au moins trois ans.

La Croix-Rouge internationale est maintenant pleinement opérationnelle et distribue, entre autres choses, 1 million de litres d'eau par jour et des milliers de trousse

pour bâtir des abris plus solides qu'une tente.

Il croit aussi que, dans la situation chaotique qui frappe Port-au-Prince, la Croix-Rouge a adopté la bonne stratégie de distribution. Sans arme, avec l'aide de locaux regroupés en comité.

«Certaines ONG débarquent avec des soldats, qui déroulent du barbelé autour des camions, tirent des coups en l'air et distribuent ensuite, dit M. Taschereau. Nous, on est la Croix-Rouge. La dignité humaine des gens que l'on aide reste prioritaire.»

Qu'est-ce qui l'a le plus marqué depuis trois semaines? Là, ces yeux s'embrument, le «moton» dans la gorge hachure ses mots.

«Le troisième soir après le tremblement de terre, une mère est arrivée ici dans la boîte d'une camionnette avec son bébé de 5 mois vraiment mal en point. J'étais seul avec eux, j'appelais mes collègues sur le talkie-walkie... Tout à coup, toute notre équipe s'est mise en action. C'était comme un mini-Haïti, concentré dans ce petit bébé.»

BMW
X3 xDrive28i
bmwmontreal.ca

Le plaisir de conduire.™



LE PLAISIR CONTRÔLE LA ROUTE.

Avec la traction intégrale xDrive, vous êtes en sécurité. Son système répartit en continu la puissance du moteur aux quatre roues afin que vous bénéficiez de l'adhérence maximale en tout temps.

xDrive^{MD} Traction intégrale
TRACTION MAXIMALE | RENDEMENT MAXIMAL



X3 xDrive28i 2010

544\$*
mois pendant
39 mois

3,9%
Taux de location

2,9%†
Taux de financement / mois
pendant 60 mois

4 ans / 80 000 km
programme d'entretien sans frais

Montréal BMW Canbec 4090, rue Jean-Talon Ouest, 514.731.7871 bmwcanbec.com
Laval BMW Laval 2450, boul. Chomedey, 450.682.1212 514.990.2269 bmwlaval.com
Blainville Hamel BMW 620, boul. de la Seigneurie Ouest, 450.437.5050 hamelbmw.com

Rive-Sud Park Avenue BMW 8400, boul. Taschereau Ouest, 450.445.4555 514.875.4415 parkavenuebmw.com
Rive-Sud BMW Sainte-Julie 1633, boul. Armand-Frappier, 450.922.1633 514.875.4400 bmwsaintejulie.com

Le taux de financement est offert par Services financiers BMW, une division de BMW Canada Inc., sous réserve de l'approbation du crédit. Les concessionnaires peuvent offrir leurs propres prix et factures des frais administratifs, ou qui peut modifier le taux de pourcentage annuel ou le prix du véhicule. * Le taux de location est celui offert par Services financiers BMW sur approbation du crédit, uniquement quant au modèle de base est de 39 900\$. Pour une location de 39 mois avec un taux d'intérêt annuel de 3,9% comportant une mensualité de 544\$, un montant de 629\$ est exigé à la signature du contrat de location, lequel comprend le montant de la prime mensuelle, les frais d'administration du concessionnaire ainsi que l'engagement d'un hypothèque immobilière. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 20 448\$. La mensualité versée selon le montant de l'acompte de 629\$ et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel autorisé est de 20 000 km/0,15 \$/kilomètre excédentaire. Conditions générales: le concessionnaire peut louer (ou vendre) pour moi-même. Le coût de l'entretien du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance et les taxes applicables sur le crédit et les mensualités sont en sus. Des taxes peuvent être exigées pour obtenir tous les détails. Photo à titre indicatif seulement. Les modèles BMW 2010 sont les seuls à être offerts au Canada. Les concessionnaires BMW sont les seuls à être autorisés à utiliser le logo BMW. Tous les noms de modèles BMW et tous les symboles de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG ou de filiales sous licence.

HAÏTI

NOTRE COUVERTURE COMPLÈTE SUR CYBERPRESSE.CA/HAITI

LE BILAN S'ALOURDIT

300 000 blessés

4000 amputés

20 000 travailleurs humanitaires en plus d'ici un mois

625 enfants adoptés envoyés aux États-Unis

800 millions US coût global pour le Programme alimentaire mondial

Les séismes les plus meurtriers*

255 000	1976 — Chine Magnitude : 7,5
230 000	2004 — Sumatra Magnitude : 9,0
200 000	2010 — Haïti Magnitude : 7
200 000	1920 — Chine Magnitude : 8,6
200 000	1927 — Chine Magnitude : 7,9
143 000	1923 — Japon Magnitude : 7,9
110 000	1948 — Turkménistan Magnitude : 7,3
87 000	2008 - Chine Magnitude : 8,3
75 000	2005 — Pakistan et Inde Magnitude : 7,6
70 000	1908 — Italie Magnitude : 7,2
70 000	1932 — Chine Magnitude : 7,6

Source: AFP
*Depuis 1902

Opération réunification

LOUISE LEDUC

Les Haïtiens qui habitent au Québec pourront, du 17 février au 31 décembre, faire venir au pays leurs frères, leurs sœurs (accompagnés de leurs conjoints) et les enfants de ceux-ci. Les Haïtiens d'ici pourront aussi faire venir leurs enfants qui ont plus de 22 ans. Le plafond de cette mesure exceptionnelle de par-rainage humanitaire est fixé à 3000 personnes.

C'est ce qu'a annoncé hier Yolande James, ministre québécoise de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Normalement, seuls les père et mère, les grands-parents et les enfants de moins de 22 ans sont admissibles au programme de réunification des familles.

De manière tout aussi exceptionnelle, les Haïtiens qui veulent faire venir des proches et qui ne disposent pas de revenus suffisants pour s'en porter garants pourront avoir recours à un cosignataire, haïtien ou pas. Ainsi, des Québécois qui n'ont aucun lien avec Haïti pourront aider des amis d'origine haïtienne à faire venir des membres de leur parenté.

Par exemple, une personne célibataire qui veut faire venir un adulte et un enfant haïtiens doit prouver qu'elle ou son cosignataire dispose de revenus annuels de 42 700\$.

La ministre James a précisé que les 3000 Haïtiens qui seront admis au Québec grâce à ce programme ne feront pas augmenter le nombre d'immigrants cette année puisque les demandes des autres pays seront limitées d'autant.

La ministre a par ailleurs précisé que les 3000 personnes ne seront pas choisies selon le principe « du premier arrivé, premier servi », mais en



PHOTO CARLOS BARRIA, REUTERS

La ministre Yolande James a précisé que les 3000 personnes seront choisies en fonction de deux critères, à savoir « le degré de détresse » des personnes affectées par le séisme du 12 janvier et « leur capacité d'intégration » à la société québécoise.

fonction de deux critères, à savoir « le degré de détresse » des personnes affectées par le séisme du 12 janvier et « leur capacité d'intégration » à la société québécoise.

Pourquoi 3000 personnes et pas plus? À cela, M^{me} James a répondu que ce ne serait rendre service à personne que de faire venir ici des gens que l'on ne serait pas en mesure d'accueillir adéquatement. Aussi, a-t-elle dit, il faut faire attention à « ne pas vider Haïti de ses ressources ».

À l'heure où les relations entre Québec et Ottawa ne sont pas au beau fixe, M^{me} James a relevé que son homologue fédéral, Jason Kenney, est au courant de la démarche du Québec et qu'il l'approuve.

Comment les Haïtiens peuvent-ils faire venir des frères et

des neveux dans la mesure où les dossiers de 1500 Haïtiens dont la venue a déjà été avalisée par Québec ne débloquent toujours pas à Ottawa? M^{me} James a assuré « échanger avec M. Kenney » à ce sujet.

« Nous avons manifesté le désir de voir l'accélération de ce dossier. » Le consul général d'Haïti, Pierre-Richard Casimir, présent à la conférence de presse, est ravi des nouvelles mesures annoncées. « Ça correspond à une forte demande de la communauté haïtienne d'ici. »

Un bon pas...

Marjorie Villefranche, directrice des programmes à la Maison d'Haïti, à Montréal, a pour sa part indiqué que l'élargissement du programme de réunification familiale « représente un progrès après

tous nos malheurs ». « J'aurais cependant aimé que la mesure soit en place pour plus d'un an, d'autant plus que l'on sait à quel point ça bloque à Ottawa. »

Ninette Piou, présidente du Conseil national des citoyens d'origine haïtienne, aurait préféré quant à elle que le plafond de 3000 personnes soit plus élevé et, comme M^{me} Villefranche, que la mesure aille au-delà d'un an. « À l'heure actuelle, il n'est pas facile en Haïti de réunir les documents nécessaires et l'ambassade du Canada n'a pas tant de personnes en place. Les délais pourraient-ils être respectés? »

Il est à noter qu'il faut attendre le 17 février pour se présenter aux bureaux d'immigration. Toute l'information pertinente se trouvera sur le site www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/haïti

SOLDE 130^E ANNIVERSAIRE
Fraser
DEPUIS SINCE 1880
130TH ANNIVERSARY SALE

Jusqu'à **50%** de rabais et plus!

80 000 pieds carrés de meubles traditionnels et contemporains en stock

Canapés, causeuses, canapés-lits, fauteuils et repose-pieds traditionnels		Canapés, causeuses, fauteuils inclinables, fauteuils et repose-pieds en cuir	
Rég.	Solde	Rég.	Solde
Tabouret carré avec base en fer couleur bisque	1249 349	Chaise d'appoint en cuir ton marron avec pieds Queen-Anne	1299 649
Chaise de salle de séjour à volant en chenille damassée	849 495	Fauteuil club en cuir ton marron avec pieds tournés	3975 1749
Fauteuil demi-tonneau capitonné écume de mer	1829 529	Fauteuil club inclinable en cuir cognac de Bradington Young	3969 2379
Fauteuil club Vanguard en grosse toile avec imprimé damassé	2549 1095	Canapé Vanguard en cuir mocho avec granitures cloutées	11729 4795
Canapé courbé en tissu à chevron ton pain grillé	5859 3495		
Canapé Barrymore en chenille avec imprimé floral	7619 VENDU		

Armoires, buffets et bureaux importés d'Europe		Meubles d'appoint en acajou, cerisier, noyer et chêne	
Rég.	Solde	Rég.	Solde
Armoire de coin basse avec marqueterie en noyer d'Italie	2895 1449	Table d'appoint octogonale Hekman en acajou foncé	689 375
Grande bibliothèque étroite avec porte sculptée à la main	4375 1695	Meuble-télévision bas en cerisier de Gibbard	3200 1595
Grand meuble-télévision d'Italie en noyer antique	21295 5495	Commode à quatre tiroirs en acajou Christopher Guy	6539 3495
Grande armoire fabriquée en France sculptée fini noyer	12595 5749		

Faites vite! Dernière semaine du solde d'anniversaire!

Meubles d'appoint en fer forgé, laiton et métal		Meubles d'appoint importés d'Espagne, d'Italie, du Portugal et d'Angleterre	
Rég.	Solde	Rég.	Solde
Table basse Baker avec design de corde torsadée fini argent	3099 1695	Table de chevet fini cerisier antique, du Portugal	1525 429
		Console table de jeux portefeuille Hepplewhite du Portugal	3995 1549
		Commode sur pieds de style provincial français en cerisier	4995 VENDU
		Console Empire russe en demi-lune en noyer, d'Italie	9995 5179

8300, rue Devonshire, Montréal
514-342-0050
www.meublesfraser.com
Ouvert exceptionnellement le dimanche de midi à 17 h!

VACANCES AIR CANADA

Bahia Principe

clubs et complexes

OBTENEZ JUSQU'À 3700 MILLES AÉROPLAN^{MD} PAR MEMBRE!

Cancun/Riviera Maya

Gran Bahia Principe Tulum • 5★

Tout-Compris • Ch. standard 15 mai • 1 sem.

1159\$

Punta Cana

Gran Bahia Principe Punta Cana • 5★

Tout-Compris • Suite junior 20 et 21 fév. • 1 sem.

1499\$

Jamaïque

Gran Bahia Principe Jamaica • 4 1/2★

Tout-Compris • Suite junior 3, 6, 10, 13 et 17 mars • 1 sem.

1699\$

Gran Bahia Principe Ambar, Don Pablo Collection • 5★

Tout-Compris • Suite junior 20 et 21 fév. • 1 sem. Adultes seulement

1629\$

Envolez-vous avec style; choisissez le service en classe AffairesSM

PRIVILÈGES Présélection GRATUITE des sièges et primes exclusives

aeroplan

vacancesaircanada.com

Composez sans frais le 1-866-529-2079 ou contactez votre agent de voyages

Les prix de cette annonce sont en dollars canadiens et valables pour les réservations effectuées entre le 4 et 8 fév. 2010, inclusivement. Les prix sont par personne établis selon une occupation double et en fonction des départs de l'Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal, à moins de mention contraire. Les forfaits Vol et Hôtel à destination des Antilles, de Cuba, du Costa Rica et du Mexique comprennent le vol aller-retour, l'hôtel tel que décrit, les transferts à destination et les taxes et autres frais (y compris les frais de service). S'applique aux nouvelles réservations seulement. S'applique seulement aux dates mentionnées. Non remboursable et sous réserve de disponibilité au moment de la réservation. Ne s'applique pas aux réservations de groupe. Les réductions applicables sont déjà incluses dans les prix. Les prix sont assujettis à modification sans préavis et l'offre ne peut être combinée à aucune autre offre ou promotion. De plus amples renseignements sont disponibles chez un agent de voyages. Vois exploitées par Air Canada. Pour connaître les modalités et conditions, consultez les brochures de Vacances Air Canada ou visitez vacancesaircanada.com. Titulaire du permis du Québec No 702566. Les milles Aeroplan ne sont pas des milles réels, mais bien des points qui peuvent être échangés contre des récompenses, incluant des voyages. À moins de mention contraire, les milles Aeroplan indiqués sont établis selon un vol aller-retour en classe économique en fonction d'un départ de Montréal vers la Jamaïque et sont accordés uniquement pour les séjours incluant le vol et par passager membre Aeroplan. Pour connaître le nombre de milles Aeroplan pouvant être obtenu sur des vols vers d'autres destinations, visitez le site vacancesaircanada.com. Pour connaître les modalités et conditions du programme Aeroplan, consultez le site www.aeroplan.com. SMAeroplan est une marque déposée d'Aeroplan Canada Inc. SMVacances Air Canada est une marque déposée d'Air Canada, utilisée par la Société en commandite Touram. Pour les plus récentes mises à jour, visitez vacancesaircanada.com.

Les prix n'incluent pas la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 3,50 \$/1000 \$.

boutique évolution



Témoignage de l'agent Lapointe à l'enquête sur la mort de Fredy Villanueva

Une journée sous haute tension

CAROLINE TOUZIN

L'enquête publique du coroner sur la mort de Fredy Villanueva a atteint, hier, son plus haut degré de tension depuis le début des audiences. Au cœur du témoignage de l'agent Jean-Loup Lapointe, le coroner André Perreault a même dû décréter une pause pour s'assurer que la suite des choses se déroule « sereinement ».

Assis dans la première rangée, les parents de Fredy Villanueva ont eu l'air de trouver la journée pénible. Le grand frère de Fredy, Dany, sanglotait en silence en entendant l'agent Lapointe décrire son intervention qui a mal tourné. La mère de la victime de 18 ans a quitté la salle en pleurs.

Une dizaine de gardes du corps et de constables spéciaux surveillaient les faits et gestes du public composé d'une soixantaine de personnes. Tous ces gens s'étaient déjà soumis à une fouille, en plus de franchir les détecteurs de métal. Une vingtaine d'entre eux portaient des t-shirts à l'effigie de Fredy Villanueva. Cela a irrité l'avocat du policier, M^e Pierre Dupras, qui y a vu une « tentative d'intimidation ». Comme ce vêtement ne comporte aucun slogan, le coroner a répliqué qu'il n'y voyait rien de « confrontant ».

Le coroner Perreault a souligné le comportement « tout à fait digne » des parents de Fredy Villanueva depuis le début de l'enquête publique. Il a invité le reste de la foule à agir aussi sereinement. L'avocat de la Fraternité des policiers, M^e Michael Stober, assis juste devant la famille Villanueva, venait de se plaindre de « murmures » dans la salle qui le dérangent.

Ces gens tous vêtus du même t-shirt ont manifesté



Une vingtaine de personnes ont assisté aux audiences, hier, vêtues de t-shirts à l'effigie de Fredy Villanueva. À l'heure du midi, ils ont manifesté devant le palais de justice contre « l'impunité policière ». « Lapointe, bourreau. Le peuple aura ta peau », scandaient-ils.

à l'heure du midi devant le palais de justice contre « l'impunité policière ». « Lapointe, bourreau. Le peuple aura ta peau », scandaient-ils.

Avec calme et aplomb

Tout comme la veille, l'agent Lapointe a répondu avec calme et aplomb aux questions du procureur de l'enquête, M^e François Daviault. Son récit collait à son rapport écrit remis à la Sûreté du Québec, un mois après les événements. Le 9 août 2008, l'agent âgé dans la vingtaine a tiré quatre balles en direction d'un groupe de jeunes, tuant Fredy Villanueva et blessant

deux autres jeunes – Denis Meas et Jeffrey Sagor Metellus.

Ce soir-là, le policier est intervenu auprès de cinq ou six jeunes qui jouaient aux dés, contrevenant ainsi à un règlement municipal. Dans le lot, il a reconnu deux « membres du gang de rue des Bloods » – Jeffrey Sagor Metellus et Dany Villanueva. Il ne pouvait pas associer le nom de ce dernier à son visage, mais il le connaissait « de réputation ».

Le policier a ordonné aux jeunes de s'immobiliser. Tous ont obéi, sauf Dany Villanueva. Le jeune homme s'est mis à gesticuler en criant

qu'il n'avait rien fait. « Son visage est crispé. Ses yeux sont plissés. Il sort les dents. Son agressivité est dirigée vers moi », a raconté le policier.

Comme Dany Villanueva portait des vêtements larges, le policier a craint qu'il ne soit armé (la preuve révèle qu'aucun des jeunes ne l'était). Il lui a demandé de se calmer, sans succès. Il lui a ensuite pris un bras, sans jamais lui dire qu'il était en état d'arrestation. « Je n'ai absolument pas le temps de faire ça. Ma sécurité prime », a décrit le policier froidement.

Dany Villanueva a continué de se débattre. Les quatre

autres jeunes – calmes jusque-là – se sont mis à crier et à chahuter. Ils se sont dirigés vers le policier, de façon « très hostile ». L'agent Lapointe a alors appelé des renforts. « L'escalade de violence est très rapide », a-t-il insisté. La preuve révèle qu'il s'est déroulé moins d'une minute entre le moment où les policiers ont interpellé les jeunes et les coups de feu.

« Pour reprendre le contrôle », le policier a fait un fauchage à Dany Villanueva. Tous deux sont tombés au sol. La partenaire du policier, Stéphanie Pilote, a alors tenté de maîtriser les jambes du jeune homme. La policière ne verra rien de la suite des événements, trop concentrée à sa tâche, selon son témoignage rendu plus tôt au cours de l'enquête.

« Les quatre personnes sont rendues sur moi », a poursuivi le policier. Dany Villanueva l'a frappé au visage. Fredy, lui, l'a agrippé au cou et a porté son autre main à son ceinturon. « Je me sens serré, agrippé de partout, a raconté le policier au coroner. Si je me fais voler mon arme à feu, c'est terminé. »

Aux yeux du policier, sa coéquipière ne pouvait rien pour lui. Les renforts n'arrivaient pas assez vite. Il ne pouvait pas se servir de son bâton télescopique ni de gaz poivre sans risquer d'être désarmé. « Je ne vois plus d'autres alternatives que de faire feu », a-t-il dit. Il a fait feu « sur une masse de corps » devant lui. Sur ce point, l'agente Pilote l'a contredit. La policière a témoigné que son confrère avait fait un balayage à 180 degrés pour tirer sa quatrième balle, atteignant Jeffrey Sagor Metellus au dos. Or, l'agent Lapointe persiste et signe: il n'a jamais fait un tel balayage. Son témoignage se poursuit aujourd'hui.

Des gens et des idées qui changent le monde

- › 45 000 étudiants, 17 facultés, 384 programmes de formation, dont 40 offerts entièrement à distance
- › 3 profils d'études : international, entrepreneurial et coopératif; seule université québécoise à être récompensée pour l'excellence de son Profil international
- › Des ententes avec 443 universités de 64 pays; 48 clubs de diplômés à travers le monde
- › 280 M\$ en fonds pour la recherche et l'innovation; un parc d'infrastructures de recherche ultramodernes
- › 14 clubs sportifs du programme d'excellence sportive universitaire Rouge et Or
- › Seule université canadienne à gérer 3 réseaux de centres d'excellence parmi les 14 réseaux canadiens : ArticNet (études nordiques et changements climatiques), GEOIDE (géomatique) et ICIP (optique-photonique)
- › Première université au Québec à se doter d'une politique de développement durable appuyée par un fonds institutionnel de 2 M\$
- › Première grande université francophone canadienne en matière de satisfaction étudiante

PORTES OUVERTES
Samedi 6 février
Transport aller-retour gratuit pour Québec pour les étudiants du collégial de toutes les régions*

ulaval.ca

*Inscription obligatoire

MONTRÉAL PLUS

ANCIENS ÉLUS DE MONTRÉAL

Des primes de départ de 2,4 millions

EXCLUSIF



KARIM BENESSAÏEH

Les contribuables montréalais ont versé plus de 2,4 millions en indemnités de départ aux conseillers municipaux battus ou qui ont quitté volontairement la vie politique à l'issue des élections du 1^{er} novembre dernier.

Selon une compilation obtenue par *La Presse*, trois anciens piliers de l'administration Tremblay ont reçu les chèques les plus généreux. Celui qui a eu droit à l'indemnité globale la plus importante est Cosmo Maciocia, président de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles entre 2002 et 2009 et responsable de l'habitation au comité exécutif.

Allié de la première heure de Gérard Tremblay, il avait également été député libéral provincial dans les années 80. Il avait annoncé sa retraite politique en avril 2009. À son allocation de départ de 34 049 \$ s'ajoute une allocation dite « de transition » de 80 955 \$.

Son ex-collègue André Lavallée, qui a subi une défaite crève-cœur à la mairie de Rosemont-La Petite-Patrie le 1^{er} novembre dernier, a eu droit à 108 186 \$. Entre 2005 et 2009, il a été l'homme de

glas de son engagement en politique municipale puisque, une semaine plus tard, il a été nommé directeur du cabinet du maire Tremblay dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Le frère du maire, Marcel Tremblay, a reçu quant à lui des allocations de départ et de transition totalisant 102 930 \$. En politique municipale depuis 2001, il avait hérité du délicat dossier du déblaiement de la neige au comité exécutif en 2008. Auparavant conseiller dans Notre-Dame-de-Grâce, il a mordu la poussière le 1^{er} novembre dernier comme candidat à la mairie de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, qu'a remportée Anie Samson, de Vision Montréal.

À partir de 1220 \$

Ces allocations imposables sont calculées automatiquement d'après une formule complexe, essentiellement basée sur le salaire des ex-conseillers et sur la durée de leur mandat. Elles se sont chiffrées en moyenne à 52 000 \$ et ont été versées aux 46 élus battus ou qui ne se sont pas représentés aux dernières élections municipales. Ce changement de garde, du jamais vu dans la nouvelle Ville de Montréal, explique en partie le montant total impressionnant de 2,4 millions en allocations. Le nombre record pour une ville canadienne d'élus à Montréal est également responsable de cette facture élevée. Toronto, à titre d'exemple,

Il n'y a aucune « discrétion » dans l'application de la loi, précise-t-on à l'hôtel de ville : Montréal ne fait que respecter ses obligations légales envers les élus dont le mandat a pris fin l'automne dernier.

confiance du maire Tremblay en matière de transport et d'aménagement urbain et a hérité du poste de vice-président du comité exécutif en janvier 2009.

Sa défaite en novembre dernier n'a pas sonné le

ne compte que 45 élus pour une population de 2,5 millions d'habitants; Montréal en compte 103 pour 1,6 million d'habitants.

Les allocations s'ajoutent, dans la plupart des cas, à la rente de retraite que les élus

Le top 20 des primes de départ

NOM	ALLOCATIONS DE DÉPART	ALLOCATIONS DE TRANSITION	TOTAL
Cosmo Maciocia	34 049 \$	80 955 \$	115 004 \$
André Lavallée	19 017 \$	89 169 \$	108 186 \$
Marcel G. Tremblay	27 054 \$	75 875 \$	102 930 \$
Michel Prescott	33 300 \$	55 900 \$	89 200 \$
Noushig Eloyan	36 979 \$	43 422 \$	80 402 \$
Marcel Parent	0 \$	79 970 \$	79 970 \$
Jacqueline Montpetit	20 074 \$	58 529 \$	78 603 \$
James V. Infantino	28 092 \$	47 620 \$	75 713 \$
Catherine Sévigny	13 506 \$	60 880 \$	74 387 \$
Francois Purcell	27 573 \$	43 422 \$	70 996 \$
Sylvain Lachance	31 238 \$	39 314 \$	70 553 \$
Claire St-Arnaud	32 125 \$	36 294 \$	68 420 \$
Marie-Andrée Beaudoin	12 392 \$	55 221 \$	67 613 \$
Saulie Zajdel	33 486 \$	33 936 \$	67 423 \$
Yvette Bissonnet	33 417 \$	32 567 \$	65 985 \$
Michel Labrecque	7 438 \$	57 025 \$	64 464 \$
Francine Sénécal	14 923 \$	45 900 \$	60 824 \$
Richer Dompierre	22 627 \$	36 185 \$	58 813 \$
Benoit Labonté	14 195 \$	43 390 \$	57 585 \$
Line Hamel	17 684 \$	38 356 \$	56 040 \$
Total de toutes les allocations	637 201 \$	1 754 041 \$	2 391 243 \$

Source: Ville de Montréal

qui ont au moins deux ans de service peuvent encaisser à partir de 50 ans.

Il n'y a aucune « discrétion » dans l'application de la loi, précise-t-on à l'hôtel de ville : Montréal ne fait que respecter ses obligations légales envers les élus dont le mandat a pris fin l'automne dernier.

leur allocation. Outre André Lavallée, c'est notamment le cas de Michel Labrecque, conseiller battu du parti du maire dans Plateau-Mont-Royal, qui a conservé son poste de président de la Société de transport de Montréal. M. Labrecque a eu droit à des allocations de départ et de transition totalisant 64 464 \$.

Les sommes varient énormément d'un ex-élu à l'autre. La plus petite prime a été versée à Michael Vadacchino, devenu conseiller de Vision Montréal lors d'une élection partielle dans LaSalle en décembre 2008 et battu le 1^{er} novembre dernier. Sa brève incursion en politique municipale lui a valu une allocation de départ de 1220,58 \$. Comme il n'a pas siégé pendant au moins 24 mois, il n'a

pas droit à une allocation de transition. Une seule autre conseillère, Hasmig Belleli, se retrouve dans la même situation. Élué en septembre 2008 puis battue aux dernières élections, son allocation de départ est de 2117,37 \$.

Par ailleurs, deux ex-conseillers, Marcel Parent et Warren Allmand, n'ont eu droit à aucune allocation de départ. C'est que cette prime est calculée en fonction des années durant lesquelles les élus ont contribué au régime de retraite. Les deux, explique-t-on à l'hôtel de ville, avaient dépassé l'âge permis de 69 ans pour contribuer à cette caisse au moment de leur arrivée au conseil municipal. Ils ont dû se contenter des allocations de transition, de 79 970 \$ et 43 390 \$ respectivement.

Vivre un deuil

Pour sortir de l'isolement et prendre connaissance des étapes du processus créateur de résolution du deuil.



Louise Racine-Trudeau, TRA
spécialiste en accompagnement
des personnes endeuillées

20 et 21 février

Inscriptions immédiates

1030 rue Cherrier #205
Montréal (Métro Sherbrooke)



1 877 598-7758
www.cram-eif.org

Atelier

ENTREVUE AVEC LE CHEF DE KAHNAWAKE

Si vous n'êtes pas mohawk... dehors, tous!

LOUISE LEDUC

Toute personne qui n'est pas mohawk sera expulsée hors de Kahnawake. Passe toujours pour une nuit par-ci par-là ou pour un séjour occasionnel d'une semaine avec son conjoint mohawk, mais plus question d'y rester à demeure. Vingt-six personnes – essentiellement des Blancs – qui vivent en couple avec un Mohawk sont

actuellement frappées d'un ordre d'expulsion émis par le conseil de bande.

« C'est en partie à des fins de préservation culturelle, mais pas uniquement, a indiqué en entrevue le chef Michael Delisle. Sur le fond, nous prenons cette mesure parce qu'il s'agit d'une réserve, d'une réserve mohawk et que, par définition, le territoire doit être à l'usage des Mohawks. »

Et s'il s'agissait d'une Algonquienne vivant avec un Mohawk? L'expulsion serait demandée de la même façon, a précisé M. Delisle. D'ici quelques jours, les 26 personnes concernées auront toutes reçu leur avis. Celles qui ne s'y conformeront pas seront dénoncées publiquement, peut-on lire dans un communiqué émanant du conseil de bande de Kahnawake. Jusqu'à maintenant, une personne aurait demandé à rencontrer le grand chef et le conseil de bande pour discuter de son cas personnel, l'une des options offertes par lettre.

Le conseil de bande soutient agir en réponse à une centaine de résidents qui se seraient plaints de la présence de non-Amérindiens sur le territoire.

Geneviève Gilbert, porte-parole du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, a déclaré qu'« il s'agit d'une question interne de la Première Nation » et que « toute question de règle administrative doit être posée à la communauté ».

Le conseil de bande soutient qu'un tribunal canadien s'est penché sur la question dans les années 80, déjà, et qu'il est dans son droit. M^{me} Gilbert a pour sa part déclaré qu'elle ne peut faire de commentaire sur la validité des règlements et des politiques internes du conseil des Mohawks de Kahnawake.

GRAND SOLDE FIN DE SAISON

ÉCONOMISEZ

25%

70%

jusqu'à la St-Valentin
14 février 2010

FOURRURES

AGNEAU RETOURNÉ

SURVÊTEMENTS

ACCESSOIRES

FEMME ET HOMME

M'Comber

Depuis/Since 1895

AGNEAU RETOURNÉ 3/4 AVEC CAPUCHON POUR HOMME cour. 1 095 \$ solde 550 \$
AGNEAU RETOURNÉ 3/4, PEAU DE MÉRINOS POUR FEMME cour. 1995 \$ solde 950 \$

Photo à titre indicatif seulement

9250, av. du Parc, suite 200 (angle Chabanel) • 514-845-1167
Lundi - vendredi 9 h - 17 h • Samedi 9 h - 16 h



CÉLÉBRATION DES TUQUES BLEUES

le 18 février 2010
ÉVÈNEMENT BÉNÉFICE
sur le MONT ROYAL

les amis de la montagne
Les tuques bleues

PRÉSENTÉE PAR

Partenaire principal - Or

Financière Manuvie

Argent

ATMOSPHERE

MANFIELD

TUBBS

ATLAS

SNOW SHOE

Partenaire média

LA PRESSE

Coprésidents d'honneur



Cyril Bendahan
Vice-président,
Assurance
collective, région
du Québec
Financière Manuvie



Erik Ryan
Président du conseil
de la Chambre de
commerce du Montréal
métropolitain et
vice-président principal,
Communications
et relations externes,
Rio Tinto Alcan

Les places sont limitées!

514 843-8240, poste 239 • www.lemontroyal.qc.ca

CYBERPRESSE.CA

FRAUDEUR

La police de Laval a mis la main sur un fraudeur international qui falsifiait des cartes de crédit. A lire sur :
cyberpresse.ca/fraude

Nouvelle taxe sur le stationnement

Des commerçants partent en guerre

MARTIN CROTEAU

Des gens d'affaires partent en guerre contre la nouvelle taxe sur le stationnement adoptée par l'administration Tremblay. Une coalition d'associations commerciales invitera aujourd'hui le maire à reconsidérer la mesure, mais celui-ci a été catégorique, hier: il n'est pas question de reculer.

La Coalition pour une véritable métropole a été formée dans les jours qui ont suivi le dépôt du budget. Elle rassemble six organisations commerciales qui représentent notamment des propriétaires de stationnement et des restaurateurs, de même que la chambre de commerce du Montréal métropolitain, l'Institut de développement urbain du Québec et

l'Association des propriétaires et administrateurs d'immeubles du Québec.

Le regroupement tentera de démontrer, chiffres à l'appui, que la nouvelle taxe sur le stationnement va miner l'économie du centre-ville, déjà éprouvée par la

qu'il fournisse à la métropole de nouveaux moyens de régler ses problèmes financiers.

« On veut travailler en partenariat avec la Ville pour convaincre les instances gouvernementales de trouver d'autres sources de

une taxe fixée au prorata de la superficie des stationnements intérieurs et extérieurs du centre-ville.

Certains propriétaires de stationnement ont donc reçu, ces derniers jours, des factures de plus de 200 000\$. Ils refileront la note à leur

banlieue, où le stationnement est gratuit.

En marge d'une conférence de presse, hier, le maire Tremblay a toutefois déclaré que son administration ne reconsidèrera pas sa décision: « Il me semble qu'un dollar par jour pour un stationnement souterrain et deux dollars pour un stationnement extérieur, c'est raisonnable pour encourager les gens à utiliser les transports en commun et ça ne pénalise pas les utilisateurs de ces stationnements. »

Il a fait valoir que son budget avait aussi aboli la taxe d'arrondissement dans Ville-Marie, qui comprend le centre-ville. Et la Ville a investi 7 millions pour revitaliser la rue Sainte-Catherine, ce qui rendra la principale artère commerciale du secteur plus attrayante.

Le regroupement tentera de démontrer, chiffres à l'appui, que la nouvelle taxe sur le stationnement va miner l'économie du centre-ville, déjà éprouvée par la récession.

récession. La coalition considère que la taxe est « inéquitable » puisqu'elle ne vise que des commerçants d'un secteur précis et non de l'ensemble de l'île de Montréal.

Les commerçants vont aussi lancer un appel au gouvernement du Québec pour

revenus qui pourraient remplacer la taxe sur le stationnement », a expliqué l'un des intervenants.

Pour la première fois, la Ville de Montréal a utilisé les pouvoirs de taxation que lui a conférés Québec pour adopter la loi 22, qui crée

clientèle par des augmentations de tarifs.

La mesure, qui rapportera 20 millions à la Ville, servira à financer les transports collectifs. Mais plusieurs commerçants craignent qu'elle ne pousse encore davantage leur clientèle vers la

Controverse sur les plaintes pour profilage racial

« Je ne comprends pas l'attitude de l'administration Tremblay »

MARTIN CROTEAU

Le président du Conseil interculturel de Montréal s'explique mal que l'administration Tremblay n'ait pas appuyé une motion réclamant que les avocats de la Ville cessent de multiplier les recours pour bloquer des affaires de profilage racial au Tribunal des droits de la personne et de la jeunesse.

« Je ne comprends pas l'attitude de l'administration Tremblay, a affirmé Bergman Fleury, qui dirige l'organisme chargé de conseiller l'administration municipale sur les questions touchant les communautés culturelles. On pense que, si l'on veut obtenir les résultats, il faut que les services de la Ville s'adaptent à la réalité de la diversité ethnoculturelle. »

Les partis de l'opposition et des organismes de défense des droits accusent la Ville de Montréal et son Service de police (SPVM) de miner le travail du Tribunal. C'est qu'un avocat de la Ville qui représente des policiers a remis en cause sa compétence pour juger certaines plaintes de profilage racial.

Mardi, une motion déposée par Vision Montréal et appuyée par Projet Montréal a provoqué des échanges acerbes au conseil municipal. C'est finalement une version amendée par le parti du maire Gérald Tremblay qui a été adoptée.

Union Montréal est d'accord avec l'opposition sur les méfaits du profilage racial. Mais le parti refuse de changer le mandat des avocats qui défendent les policiers accusés.

C'est l'ancien président du Conseil interculturel de Montréal, Frantz Benjamin, qui a défendu le point de vue du parti du maire dans ce débat.

« C'est bien beau qu'on continue à faire des déclarations très nobles contre le racisme, a indiqué Bergman Fleury. Mais dans la pratique, il faut des résultats concrets. Et pour qu'on obtienne des résultats concrets, il faut que le service du contentieux reçoive un signal de la Ville. »

Le leader d'Union Montréal au conseil, Marvin Rotrand, a invité les trois partis à se rencontrer prochainement pour tenter de s'entendre sur le sujet.

LE BIXI S'IMPLANTE EN AUSTRALIE



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Le Bixi roulera bientôt en Australie. Le maire Gérald Tremblay a annoncé hier que le système de vélos en libre-service sera implanté à Melbourne l'été prochain. Bixi installera un réseau de 52 stations et de 610 vélos dans la deuxième ville australienne. L'entreprise pilotée par Stationnement de Montréal déploiera un système encore plus vaste à Minneapolis, dans le Minnesota: 1000 vélos et 75 stations. Bixi est déjà implanté à Boston et à Londres.

- Martin Croteau

RABAIS JUSQU'À 50 %

Élégance Cerisier

Ensemble de chambre à coucher - 7 mcx

2 299\$

- Bureau
- Miroir
- Commode
- 2 tables de nuit
- Lit complet (grand format)

Cette semaine seulement
cour. : 4 699 \$

PRILLO 5 EMPLACEMENTS

Laval / 1877, boul. Curé-Labelle / 450 688-1891
 Saint-Léonard / 6025, Jean-Talon Est / 514 259-1890
 Pierrefonds / 15757, boul. Gouin O. / 514 620-1890
 Montréal / 3400, boul. Crémazie / 514 722-1890
 Vaudreuil / 501, boul. Harwood / 450 455-9299

MEUBLES PRILLO

VISITEZ NOTRE
SALLE D'EXPOSITION
MODERNE
RÉCEMMENT
OUVERTE AU 6025,
RUE JEAN-TALON EST,
SAINT-LÉONARD.

POLITIQUE

Le clou de la visite est annulé

Une rencontre avec le PM indien s'est volatilisée

DENIS LESSARD
ENVOYÉ SPÉCIAL
INDE

BANGALORE — Une rencontre au sommet qui aurait constitué le clou de la visite de Jean Charest en Inde s'est tout à coup volatilisée.

C'était presque inespéré: le premier ministre Jean Charest avait annoncé, hier, qu'il devançait son arrivée à Delhi, le lendemain, pour une rencontre avec son homologue indien, Manmohan Singh.

M. Charest avait peine à cacher sa satisfaction devant l'aboutissement de démarches qui avaient été gardées secrètes.

Mais quelques heures plus tard, l'invitation faite au Québec et à quatre autres premiers ministres a été annulée.

L'entretien qui avait été sollicité par Québec avait pourtant été confirmé hier à l'entourage du premier ministre Charest, qui se trouve à Bangalore, capitale technologique de l'Inde. Cet entretien entre un premier ministre québécois et le numéro 1 du gouvernement indien aurait constitué une première.

Une rencontre d'un tel niveau, pour un premier ministre de province, est peu courante. Le Québec avait sollicité cet entretien au mois d'octobre. La requête avait été acheminée avec l'approbation du ministère canadien des Affaires étrangères. Le haut-commissaire du Canada à Delhi, Joseph Caron, devait être présent. M. Singh avait eu un entretien avec Stephen Harper lors de son passage en Inde en novembre 2009.

Le premier ministre Singh doit venir au Canada fin juin pour le sommet du G8.

Hier, avant que la tuile ne tombe, M. Charest se disait «très heureux de cette rencontre, surtout que le Québec veut augmenter les partenariats avec l'Inde».

M. Charest devait être reçu en même temps que les premiers ministres de la Grèce, de la Finlande, de la Norvège et de la Slovaquie, qui n'iront pas davantage prendre le thé chez le premier ministre Singh.

Tous se trouvent dans la capitale indienne pour le Delhi Sustainable Development Summit, la première



Jean Charest, qui s'est entretenu hier avec le ministre de l'Éducation supérieure du Karnataka, n'a pas pu rencontrer le premier ministre indien, Manmohan Singh.

rencontre internationale sur l'environnement depuis celle de Copenhague l'automne dernier. Le président de l'organisation est le D^r R.K. Pachauri, lauréat du prix Nobel de la paix en 2007 avec l'ex-vice-président des États-Unis Al Gore. Le D^r Pachauri est président du Groupe

Raymond Bachand à l'automne 2006. «On témoigne d'une situation exceptionnelle; c'est grâce à cette mission que ce partenariat a vu le jour», a dit Nathalie Bourque, de CAE.

Un centre de formation sera construit en Inde au coût de 60 millions de dollars, que

d'ingénieurs travaillent à ces simulateurs à Montréal, et chaque appareil nécessite l'achat de 1 million de dollars de produits auprès de fournisseurs québécois.

Ententes

Neuf nouvelles ententes de coopération ont par ailleurs été conclues hier entre des universités québécoises et des instituts indiens: Concordia en a conclu quatre, sur l'agriculture, l'administration, les arts et le design; McGill en a conclu deux dans le domaine agricole; l'École nationale d'aérotechnique a signé deux accords pour favoriser l'échange d'étudiants avec des vis-à-vis indiens.

Enfin, les sociétés Nokia Siemens Network et SDP Component se sont engagées à l'achat de matériel électronique totalisant 6,7 millions de dollars, ce qui nécessitera l'embauche de 10 à 15 ingénieurs au Québec.

M. Charest croit que le Québec a tout avantage à resserrer ses liens avec l'État du Karnataka, où se trouve Bangalore, l'équivalent indien de Silicon Valley.

Hier, avant que la tuile ne tombe, M. Charest se disait «très heureux de cette rencontre, surtout que le Québec veut augmenter les partenariats avec l'Inde».

intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC).

Utilité des missions

Hier matin, M. Charest a participé à une rencontre entre la direction de CAE et la firme aéronautique indienne HAL. CAE avait déjà obtenu un contrat pour la vente de simulateurs de vol destinés à des pilotes d'hélicoptères militaires.

Les premiers contacts entre CAE et HAL ont été établis grâce à la mission économique menée par le ministre

se partageront CAE et HAL. Il pourra recevoir plusieurs simulateurs de CAE en 2010 et former 400 pilotes par année. Le premier appareil est déjà en route pour Bangalore. CAE prévoit des recettes annuelles d'environ 30 millions de dollars. Partout dans le monde, 75 000 pilotes sont formés chaque année dans des simulateurs de CAE.

Environ 100 emplois seront créés en Inde pour ce projet plus exigeant en capitaux qu'en main-d'œuvre. Selon M^{me} Bourque, une cinquantaine

PROPOS DE
JIM PRENTICE

Charest se dit «déçu et étonné»

DENIS LESSARD ET
JOËL-DENIS BELLAVANCE

Le ministre fédéral de l'Environnement, Jim Prentice fait de la «désinformation» en attaquant sans raison la politique environnementale du Québec, estime le premier ministre Jean Charest.

À Bangalore, en Inde, où il est en mission économique pour une semaine, M. Charest a répliqué durement hier au ministre fédéral Jim Prentice, qui a soutenu lundi, dans un discours prononcé à l'Université de Calgary, que les normes sur l'efficacité énergétique des véhicules édictées par le Québec en décembre dernier constituent «l'un des plus flagrants exemples de la sottise (folly) d'essayer d'agir seul dans une économie intégrée».

M. Charest a souligné que le Québec est loin d'être isolé puisque 14 États américains appliquent exactement les mêmes normes. «M. Prentice fait de la désinformation sur la position du Québec. Ses commentaires m'ont déçu et étonné. Il prétend par exemple qu'il y aurait un coût (supplémentaire) de 5000\$ associé aux voitures au Québec. C'est totalement faux, on n'a jamais parlé d'une redevance ou d'une taxe. Aussi, il affirme qu'on serait seuls. Or, 14 États américains, comptant pour 40% de la population nord-américaine, ont adopté les règles californiennes.»

Harper ciblé

Au passage, M. Charest en a profité pour attaquer de nouveau le gouvernement Harper sur la question de l'environnement. Il est inacceptable, selon lui, qu'Ottawa soit à la remorque des autorités américaines en matière de cibles de réduction des gaz à effet de serre.

«Un problème de fond sur cette question, c'est qu'on attend toujours le plan fédéral. On ne peut reprocher au Québec de ne pas s'aligner sur un plan fédéral qui n'existe pas», a dit le premier ministre.

À Ottawa, le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, a tenté de calmer le jeu devant cette bisbille qui prend de l'ampleur. Il a affirmé que les gouvernements Harper et Charest s'entendent sur l'importance de réduire les gaz à effet de serre. Le seul sujet qui fait l'objet de «discussions», ce sont les moyens pour y arriver.

LE CONSEIL DES RELATIONS INTERNATIONALES DE MONTRÉAL

SÉRIE DIPLOMATIE

Déjeuner-causerie

S.E. David Jacobson
Ambassadeur des États-Unis au Canada

La politique étrangère de l'administration Obama

La relation entre les États-Unis et le Canada est certainement la plus proche et la plus étendue au monde. Elle se reflète dans le volume impressionnant des échanges commerciaux bilatéraux - 1,5 milliard \$ par jour de produits transigent par la frontière -, les quelques 300 000 personnes qui traversent la frontière chaque jour et la diversification des sphères de coopération à tous les paliers de gouvernement. L'Ambassadeur Jacobson présentera les opportunités et les défis de la politique étrangère du Président Obama. Il parlera également des relations économiques et commerciales entre les États-Unis et le Canada.

Mercredi 10 février 2010 de 12 h à 14 h
Hôtel Omni Mont-Royal • 1050, Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec)

Avec l'appui de :

RioTintoAlcan Desjardins
BOMBARDIER Deloitte Heenan Blaikie
Bell GOWLINGS OSLER LA PRESSE
cyberpresse.ca

Inscriptions : www.corim.qc.ca • Informations : 514-340-9622

LE MÉDICAMENT QUE VOUS PRENEZ ACTUELLEMENT SOULAGE-T-IL EFFICACEMENT VOTRE DOULEUR LOMBAIRE?

Si vous avez répondu NON, vous pourriez être intéressé à en apprendre davantage sur un essai clinique relatif à un médicament expérimental contre la douleur lombaire qui est en cours d'évaluation.

VOUS POURRIEZ ÊTRE ADMISSIBLE À L'ÉTUDE SI :

- vous êtes âgé de 30 à 80 ans;
- les médicaments standards ne parviennent pas à maîtriser convenablement la douleur;
- vous souffrez de douleur lombaire depuis au moins 6 mois.

LES VOLONTAIRES :

- recevront sans frais les soins médicaux et les médicaments liés à l'étude;
- pourront prendre leurs analgésiques habituels pendant qu'ils reçoivent le médicament à l'étude;
- seront remboursés pour les dépenses qu'ils engageront dans le cadre de l'étude.

PA-12-2003-FRC03
Version 1, août 2009

ÉTUDE DE RECHERCHE SUR LA DOULEUR LOMBAIRE

Nous sommes à la recherche de volontaires pour participer à cette étude.

Pour en savoir davantage, veuillez communiquer avec :

Centre de recherche clinique ED-AMR
514 489-5546

REPORTAGE PUBLICITAIRE

CHEZ-SOI 55+

Une section spéciale sur l'habitation pour les 55 ans et plus.

À LIRE DANS LE CAHIER MON TOIT
CE SAMEDI DANS LA PRESSE

Le premier ministre absout D'Amour

DENIS LESSARD

BANGALORE, Inde — Le premier ministre Jean Charest a absous son député de Rivière-du-Loup, Jean D'Amour, qui s'est reconnu coupable, mardi, d'avoir enfreint la loi sur le lobbyisme. Pour M. Charest, le député D'Amour ne mérite pas d'être expulsé du caucus du PLQ. «Il a toujours agi de bonne foi, il n'a pas sciemment contrevenu à la loi», a soutenu M. Charest dans un point de presse en marge de sa visite économique en Inde.

En payant l'amende de 500\$, M. D'Amour «a choisi de mettre ça derrière lui et je crois qu'il prend la bonne décision», a dit M. Charest. Les faits reprochés sont antérieurs à son élection comme député, en juin 2009.

L'infraction à la loi remonte au 2 février 2009, alors que M. D'Amour travaillait pour la firme d'ingénieurs BPR, à Rivière-du-Loup. Il a fait du lobbyisme auprès d'un titulaire de charge publique de Rivière-du-Loup, son successeur, Michel Morin, violant ainsi la règle «d'après mandat». Un ex-maire peut exercer des activités de lobbyisme auprès d'élus ou de fonctionnaires seulement deux ans après la fin de son mandat.



Proie. Malheureusement, c'est souvent ce que représentent les immigrants potentiels pour un individu malhonnête qui se prétend consultant en immigration. Ne faites pas partie des victimes. Faites le bon choix. Exigez les services d'un consultant canadien agréé en immigration, soit un membre de la Société canadienne de consultants en immigration. Ce sont les seuls consultants autorisés par le gouvernement du Canada à offrir, contre rémunération, des services de conseil, de représentation et de consultation dans les dossiers d'immigration. Méfiez-vous des prédateurs et évitez de nager dans les ennuis. Appelez-nous au numéro ci-dessous.

 **CSIC** | Canadian Society of
SCCI | Immigration Consultants
Société canadienne de
consultants en immigration

1-877-311-7926

www.csic-scci.ca

POLITIQUE

Ottawa ne demandera pas le rapatriement d'Omar Khadr

MALORIE BEAUCHEMIN

OTTAWA — Le gouvernement conservateur n'a pas l'intention de demander le rapatriement d'Omar Khadr même si la Cour suprême a jugé, la semaine dernière, que les droits du citoyen canadien détenu depuis sept ans à Guantánamo continuaient d'être violés et qu'Ottawa devait remédier à la situation.

« Notre position n'a pas changé, a dit hier le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon. Nous respectons la décision de l'administration Obama de fermer la prison de Guantánamo tout en s'assurant que les détenus qui ont des charges retenues contre eux soient jugés

reprochés. « Nous continuons de lui fournir des services consulaires. Nous l'avons fait dans le passé, a ajouté le ministre Cannon. M. Khadr reçoit tous les services qu'on offre à n'importe quel autre citoyen. »

Or, selon l'opposition, le jugement de la Cour suprême était très clair: le statu quo n'est plus possible, le gouvernement doit faire quelque chose.

« À mon avis, c'est une question très importante, a souligné le député libéral Bob Rae. Il faut que le gouvernement nous dise ce qu'il va faire pour respecter la décision de la Cour suprême du Canada. »

Estimant qu'il n'était pas du ressort des tribunaux de dicter la marche à suivre au gouvernement en matière d'affaires étrangères, la Cour suprême a cassé, vendredi dernier, deux jugements d'instances inférieures qui sommaient Ottawa de demander aux États-Unis le rapatriement d'Omar Khadr, le dernier ressortissant occidental toujours détenu à Guantánamo.

Toutefois, les neuf juges du plus haut tribunal du pays ont affirmé à l'unanimité qu'Ottawa devait faire quelque chose pour mettre fin à la violation continue des droits du jeune prisonnier, qui sont garantis par la Charte des droits et libertés.

Bombardé de questions sur cette violation des droits du ressortissant canadien, le ministre a finalement renvoyé la balle à son collègue au cabinet, Rob Nicholson.

« Par rapport à la décision qui a été rendue par la Cour suprême, le ministre de la Justice est en train d'analyser ça et dès qu'il aura communiqué une démarche à suivre, ça va me faire plaisir de vous la faire connaître », a conclu Lawrence Cannon.

« Nous continuons de lui fournir des services consulaires. Nous l'avons fait dans le passé. M. Khadr reçoit tous les services qu'on offre à n'importe quel autre citoyen. » — Lawrence Cannon

devant la justice américaine. Nous allons attendre la décision des États-Unis et nous verrons ensuite quelles sont les prochaines étapes. On continue de suivre le dossier de près. »

Compte tenu de la gravité des crimes qui lui sont attribués — il est notamment accusé du meurtre d'un soldat américain —, le gouvernement a toujours refusé de rapatrier Omar Khadr, estimant qu'il était préférable de laisser la justice américaine suivre son cours.

Arrêté en 2002 en Afghanistan, Omar Khadr n'avait que 15 ans au moment des faits qui lui sont



PHOTO MASSOUD HOSSAINI, ARCHIVES AFP

Le diplomate Richard Colvin a accusé le gouvernement canadien d'avoir été complice de cas de torture sur des prisonniers remis par les Forces armées canadiennes aux autorités afghanes. Le comité sur l'Afghanistan a continué hier de se réunir de façon non officielle pour entendre de nouveaux témoignages.

DÉTENUS AFGHANS

L'opposition réclame toujours les documents

MALORIE BEAUCHEMIN

OTTAWA — Même si le Parlement a été prorogé et que le comité sur l'Afghanistan n'existe plus techniquement, l'opposition continue de faire pression sur le gouvernement pour obtenir des documents confidentiels concernant les prisonniers remis par les Forces armées canadiennes aux autorités afghanes.

Le comité ad hoc, qui avait entendu en novembre dernier le témoignage-choc du diplomate Richard Colvin, lequel accusait le gouvernement d'avoir été complice de cas de torture en Afghanistan, a été dissous lors de la prorogation de la Chambre, le 30 décembre dernier. Mais les députés libéraux, bloquistes et néo-démocrates membres du comité ont poursuivi leurs travaux de façon non officielle, hier. Ils ont entendu deux témoins: Errol Mendes, professeur à l'Université d'Ottawa et défenseur des droits de la personne, et Michel Drapeau, colonel à la retraite des Forces armées.

Selon le professeur Mendes, le refus du gouvernement de fournir les documents cités par M. Colvin lors de son témoignage viole la Constitution canadienne. « La démocratie meurt derrière des portes closes, a dit M. Mendes. Ceci en est justement un exemple. »

À la sortie de la séance, les libéraux ont indiqué qu'ils étudieraient « toutes les options » pour forcer le gouvernement à rendre les documents. Une motion en ce sens est déjà devant la Chambre, mais les conservateurs de Stephen Harper invoquent des raisons de sécurité nationale pour ne pas les remettre.

Le député du NPD Paul Dewar a quant à lui écrit au ministre de la Justice pour lui rappeler que la Chambre

Hawn, membre du comité, a publié en fin de journée un communiqué dans lequel il dénonce la « comédie » jouée par l'opposition, qui use selon lui « de calomnies et d'insinuations ».

« Le gouvernement a fourni, et continuera de fournir, tous les documents légalement accessibles, a souligné M. Hawn. Toutefois, nous ne remettrons pas des renseignements de nature hautement délicate qui pourraient

« Le gouvernement a fourni, et continuera de fournir, tous les documents légalement accessibles. Toutefois, nous ne remettrons pas des renseignements de nature hautement délicate qui pourraient compromettre la vie des soldats canadiens sur le terrain. »

a ordonné au gouvernement de fournir ces documents aux députés, qu'il s'agit d'un droit constitutionnel et que rien n'a encore été fait dans le dossier.

« Si le procureur général refuse, par écrit, de donner les documents, le gouvernement fera outrage au Parlement », a jugé M. Dewar, en se basant sur les arguments du professeur Mendes.

Les conservateurs n'ont pas participé aux travaux du comité mais ne sont toutefois pas restés muets sur la question des prisonniers afghans. Le député Laurie

compromettre la vie des soldats canadiens sur le terrain. »

Les conservateurs ont aussi envoyé cette semaine à des centaines de foyers, dans des circonscriptions ciblées, des dépliants accusant les libéraux de critiquer le travail des troupes canadiennes en Afghanistan.

« C'est typique des conservateurs. Il y a quelques mois, ils nous accusaient d'être antisémites ou de protéger les criminels. Ce n'est rien d'autre que de la diffamation », a estimé le député libéral Bob Rae.

GRANDE BIBLIOTHÈQUE

Une nouvelle série de conférences

La **RÉVOLUTION TRANQUILLE**

50 ans d'héritages

Le mardi 9 février à 19 h 30
À l'Auditorium de la Grande Bibliothèque
Entrée libre

Archives d'Hydro-Québec, Sirement de main entre René Lévesque, Jean Lesage et Daniel Johnson, H1 Hydro-Québec.

Origines idéologiques et intellectuelles de la Révolution tranquille

Conférencier : **Yvan Lamonde**, historien des idées et professeur d'histoire littéraire et culturelle comparée à l'Université McGill

Une présentation de

UQÀM

Bibliothèque et Archives nationales Québec

Avec l'appui de

Culture, Communications et Condition féminine Québec

LA PRESSE cyberpresse.ca

canal SAVOIR

NOS GAGNANTS

GILLES PROULX, LAURENTIDES
CÉLÉBRATION 2010
5 000 000 \$

LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du : 2010-02-03

1 25 000 \$ 739285	2 50 000 \$ 148174	3 100 000 \$ 516260
-----------------------	-----------------------	------------------------

décomposables

Numéros «Télé» 690836 929742 980385 Numéro boni 18
non décomposables

3 lots « 500\$ + TV »* (non décomposables)
153A423 266A598 622A364

* Si « VOTRE NUMÉRO PRÉTIRAGES » correspond à l'un des numéros tirés lors d'un des 5 prétirages, vous devez réclamer votre lot au plus tard le 20 février 2010 à 16 h 30 aux bureaux de Loto-Québec pour participer au tirage télé.

LOTTO 649 09 24 29 35 37 40	21 compl.	QUÉBEC 49 01 14 17 19 23 34	49 compl.
-----------------------------------	-----------	-----------------------------------	-----------

Quotidienne 3 784 4 2138	BANCO 03 08 10 11 18 23 25 35 40 41 43 44 48 55 57 61 63 64 65 68	Triplex 04 20 28 31 36
--------------------------------	---	------------------------------

Astro Jour - Mois - Année - Signe
04 JUIN 16 LION

Extra 2969184

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Les cinq pays riverains de l'Arctique se réuniront en mars au Canada

AGENCE FRANCE-PRESSE

OTTAWA — Les chefs de la diplomatie des cinq pays bordant l'océan Arctique se réuniront au Canada à la fin du mois de mars pour aborder la question de l'exploitation « responsable » de cette région convoitée, a annoncé hier le ministre canadien des Affaires étrangères, Lawrence Cannon.

Outre le Canada, les États-Unis, la Russie, le Danemark (Groenland) et la Norvège participeront à cette réunion dont le but est « de favoriser un développement qui aura des retombées positives, tant du point de vue économique qu'environnemental », a déclaré M. Cannon dans un communiqué.

« L'Arctique commence à subir des changements importants, a ajouté M. Cannon. Un plus grand accès à la région se traduira par de nouvelles possibilités et de nouveaux enjeux. » La réunion aura lieu le 29 mars à Chelsea, dans la banlieue québécoise d'Ottawa, juste avant une réunion des chefs de la diplomatie du G8.



Une qualité insurpassée par Honda ou Toyota.*

Et des offres qui surpassent vos attentes.

0% ** JUSQU'À **72** MOIS
DE FINANCEMENT À L'ACHAT

FOCUS SE 2010
ACHETEZ POUR SEULEMENT **219\$^H** / MOIS

MONTANT FINANCÉ DE 15 749 \$
ACOMPTE DE 2 150 \$
TRANSPORT (1 450 \$) EN SUS



Sur route : 5,8 L / 100 km (49 mi/gal)²
En ville : 8,4 L / 100 km (34 mi/gal)²

AVANTAGES FOCUS

CARACTÉRISTIQUES DE SÉRIE	FORD FOCUS SE 2010	
ÉCOLOGIE À BORD	Consommation de carburant mixte (ville/route) ²	7,1 (41,5) L/100 km (mi/gal)
INNOVATION À BORD	Radio satellite SIRIUS® Climatisation Verrouillage électrique des portes Clé programmable MyKey (utile pour le contrôle parental) Miroirs électriques chromés chauffants Vitres électriques	✓ ✓ ✓ ✓ ✓ ✓
SÉCURITÉ À BORD	Freins antibloque Antipatinage Contrôle électronique de stabilité Système de surveillance de la pression des pneus Sacs gonflables latéraux / Rideaux gonflables latéraux Assistance routière	✓ ✓ ✓ ✓ ✓ ✓ 60 MOIS



Fusion SE 2010 avec SYNC® sans frais supplémentaires

ACHETEZ POUR **22 799\$** 0% ** JUSQU'À **60** MOIS
Transport (1 450 \$) en sus. DE FINANCEMENT À L'ACHAT

Taurus SEL 2010 avec SYNC® sans frais supplémentaires

ACHETEZ POUR **32 299\$** 0% ** JUSQU'À **60** MOIS
Transport (1 450 \$) en sus. DE FINANCEMENT À L'ACHAT

Edge SEL 2010 avec SYNC® sans frais supplémentaires

ACHETEZ POUR **33 999\$** 0% ** JUSQU'À **60** MOIS
Transport (1 500 \$) en sus. DE FINANCEMENT À L'ACHAT

OBTENEZ EN PLUS

LIÈVÈNEMENT SYNC ma ROUTE

Système mains libres SYNC sans frais supplémentaires**

Téléphone, MP3, messages texte et Assistance 911^{MD} à commande vocale. Obtenez le système SYNC sans frais supplémentaires** dans la plupart des véhicules Ford 2010.

COSTCO WHOLESALE

LES MEMBRES **COSTCO**, REÇOIVENT

1 000\$ DE RABAIS ADDITIONNEL*

CETTE OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE S'APPLIQUE SUR LA PLUPART DES VÉHICULES FORD 2010

CONSULTEZ FORDCOSTCO.CA OU RENDEZ-VOUS CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE FORD POUR TOUTS LES DÉTAILS.

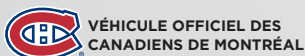
Voici le programme **Ford Recyclez** Votre Véhicule

Recyclez votre véhicule datant de 1995 ou avant et obtenez des rabais pouvant atteindre **3 300\$²**

en plus des autres offres en cours chez Ford, lorsque combinées aux 300 \$ offerts par le gouvernement du Canada grâce à son programme Adieu bazou. Les rabais varient de 1 000 \$ à 3 000 \$. Consultez ford.ca pour tous les détails.

Adieu bazou
Programme canadien de recyclage des véhicules

RENDEZ-VOUS CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE FORD POUR OBTENIR VOTRE SYSTÈME SYNC SANS FRAIS DÈS AUJOURD'HUI.



quebecford.ca



Montez à bord.

LES ACHETEURS AVISÉS LISENT LES PETITS CARACTÈRES. Ces offres s'adressent aux particuliers et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Les concessionnaires peuvent vendre à moindre prix. Le concessionnaire peut devoir commander. Offres d'une durée limitée. Certaines conditions s'appliquent. Tous les détails chez votre concessionnaire Ford. * Selon l'étude sur la qualité globale effectuée par RDA Group entre février et mai 2009 auprès des propriétaires de véhicules 2009 de Ford et des concurrents après trois mois de possession. ** Les mensualités à l'achat de 219 \$ pour un terme de 72 mois s'appliquent à la Ford Focus SE 2010 avec boîte manuelle. Les mensualités à l'achat sont basées sur un prix de vente de 17 699 \$ (moins un acompte de 2 150 \$ ou échange équivalent exigé à la livraison) financé à un taux annuel de 0 %. Les frais de transport (1 450 \$) et la taxe sur l'air climatisé sont en sus. Cette offre exclut l'immatriculation, les assurances, l'inscription au RDPM, les frais d'administration des concessionnaires et toutes les taxes applicables. Les concessionnaires peuvent vendre à moindre prix. ** Taux d'intérêt annuel de 0 % à l'achat de la plupart des modèles Ford 2010 neufs suivants : Fusion (sauf les versions SE et hybride), Mustang (sauf la version GT500 et le coupe ultra-avantagé), Taurus (sauf la version SE), Edge (sauf la version SE) / Focus (sauf la version S) pour un terme maximal de 60 / 72 mois, offert aux particuliers admissibles, sur approbation du crédit par Crédit Ford. Tous les acheteurs ne sont pas admissibles au taux d'intérêt le plus bas. Par exemple, pour un montant de 20 000 \$ financé à 0 % pendant 60 / 72 mois, les mensualités seront de 333,33 \$ / (277,77 \$), le coût d'emprunt sera de 0 \$ ou un taux d'intérêt annuel de 0 %, et le montant total à rembourser sera de 20 000 \$. Un acompte peut être exigé pour les offres de financement à l'achat, selon l'approbation du crédit. ** Selon les données fournies dans le Guide de consommation de carburant 2010 de Ressources naturelles Canada. La consommation réelle peut varier en fonction des conditions routières, du chargement du véhicule, de l'équipement du véhicule et des habitudes de conduite. * Achetez au comptant un véhicule Ford 2010 neuf parmi les suivants : Ford Focus SE / Ford Fusion SE / Ford Taurus SEL / Ford Edge SE, au prix de 17 699 \$ / 22 799 \$ / 32 299 \$ / 33 999 \$. Cette offre exclut les frais de transport (1 450 \$ / 1 450 \$ / 1 500 \$), la taxe sur l'air climatisé, l'immatriculation, les assurances, l'inscription au RDPM, le plein de carburant, les frais d'administration et toutes les taxes applicables. Les concessionnaires peuvent vendre à moindre prix. ** Cette offre est en vigueur du 5 janvier 2010 au 31 mars 2010. Obtenez un système SYNC sans frais supplémentaires à l'achat ou à la location de la plupart des véhicules Ford 2010 neufs (excluant les Focus S, Fusion S, Mustang coupé ultra-avantagé, Shelby GT 500, Taurus SE, Ranger, Transit Connect, F-150 Rapide, Expedition V6S, LFX, F-150 et F-350, ainsi que tous les modèles Lincoln) livrés ou commandés à l'usine au plus tard le 31 mars. Les programmes de protection des encouragements sont valables uniquement à l'achat ou à la location des véhicules admissibles; les véhicules doivent avoir été commandés à l'usine durant la période du programme. Les taxes s'appliquent sur le prix total du véhicule, incluant les accessoires. L'offre sur le système SYNC est assujettie à la disponibilité des options et des véhicules et ne peut être échangée contre de l'argent comptant ou convertie en réduction du prix du véhicule, et ne peut être appliquée qu'aux systèmes SYNC admissibles. Cette offre ne peut être appliquée qu'une seule fois pour chaque véhicule admissible acheté ou loué. Elle peut être jumelée à la plupart des offres aux particuliers faites par Ford Canada soit au moment de la commande à l'usine (si la commande est passée pendant la période de l'offre) ou au moment de la livraison, mais pas dans les deux cas. Pour les véhicules admissibles, cette offre peut également être combinée au programme d'encouragement pour PME. Pour les petits parcs automobiles dotés d'un NP admissible, cette offre peut être combinée au programme de location « Lapis Rouge », mais ne peut être à l'assistance-compétitivité des prix, aux réductions de prix aux gouvernements ou aux offres incitatives à la location quotidienne, ainsi qu'au programme de primes aux parcs commerciaux. Cette offre peut être combinée au programme de location pour tous les modèles Ford neufs 2010 ou 2011. Certains téléphones cellulaires et lecteurs multimédias numériques peuvent ne pas être entièrement compatibles. Consultez www.syncmaroute.ca pour obtenir la liste des téléphones cellulaires, des lecteurs multimédias et des fonctions compatibles. La distraction du conducteur peut compromettre la maîtrise du véhicule, des accidents et des blessures. Ford recommande aux conducteurs de faire preuve de prudence lorsqu'ils utilisent un téléphone cellulaire, même les modèles dotés de la commande vocale. Utilisez les téléphones cellulaires et autres appareils non essentiels à la conduite, même ceux dotés de la commande vocale, que lorsque les conditions sont sécuritaires. Microsoft est une marque déposée de Microsoft Corporation. * Cette offre est en vigueur du 21 décembre 2009 au 1er mars 2010 (« la période de l'offre ») et s'adresse aux résidents canadiens membres en règle actifs de Costco, en date du 20 décembre 2009. Profitez de cette offre de 1 000 \$ de réduction à l'achat ou à la location d'un véhicule Ford 2010 parmi les suivants : Fusion (incl. la version hybride), Taurus, Mustang (excl. la Shelby GT500), Edge, Escape (incl. la version hybride), Explorer, Explorer Sport Trac, Expedition, Flex, Ranger, F-150 (excl. le Raptor), Super Duty (incl. les châssis-cabines), Série E, Transit Connect et les Lincoln MKZ, MKS, MKX, MKT et Navigator. Cette offre est admissible au programme de protection des encouragements. Le véhicule neuf doit être livré chez et/ou commandé à l'usine par votre concessionnaire Ford Canada participant durant la période de l'offre. Cette offre n'est valable que chez les concessionnaires participants et est assujettie à la disponibilité des véhicules, et peut être annulée ou modifiée en tout temps sans préavis. Une seule offre est applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule admissible par membre admissible de Costco. Cette offre est transférable aux membres de la famille immédiate vivant dans le même foyer qu'un membre admissible de Costco. Cette offre peut être combinée à la plupart des offres aux consommateurs faites par Ford Canada, soit au moment de la commande à l'usine (le véhicule doit être commandé durant la période de l'offre, soit du 21 décembre 2009 au 1er mars 2010) ou au moment de la livraison, mais pas dans les deux cas. Cette offre s'applique aux véhicules admissibles et peut aussi être combinée aux offres incitatives du programme Connexion commerciale et, pour les clients admissibles, au programme d'encouragement pour PME. Pour les petits parcs automobiles dotés d'un NP valide, cette offre peut aussi être combinée au programme de primes aux parcs commerciaux. Cette offre peut être combinée au programme de location « Lapis Rouge », mais ne peut être à l'assistance-compétitivité des prix, aux réductions de prix aux gouvernements ou aux offres incitatives à la location quotidienne. Les clients peuvent aussi convertir leur 1 000 \$ en acompte, soit l'obtenir sous forme de bon de réduction de la part de Ford Canada, mais pas les deux. Les taxes s'appliquent avant la déduction de 1 000 \$. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer moins cher. * Marque déposée de Price Costco International, Inc. utilisée en vertu d'une licence. ** Pour être admissible au programme Recyclez votre véhicule de Ford, vous devez être admissible au programme du gouvernement du Canada Adieu bazou, et devez retourner un véhicule datant de l'année-modèle 1995 ou avant et qui est en état de marche et d'état immatriculé et assuré au cours des six derniers mois (2 mois en C.-B.). Après consultation de la part du gouvernement de l'admissibilité de votre véhicule en vertu du programme Adieu bazou, Ford Canada offrira une réduction supplémentaire à l'achat ou à la location d'un véhicule Ford ou Lincoln 2009 ou 2010 neuf au montant de 1 000 \$ pour les Focus, Fusion, Fusion hybride, Mustang, Taurus, Transit Connect et Ranger, de 2 000 \$ pour les Escape, Escape hybride, Edge, Flex, Taurus X, Explorer et Sport Trac, ou de 3 000 \$ pour les F-150, F-250 à F-550, Série E, Expedition, MKZ, MKS, MKX, MKT et Navigator. Si vous êtes admissible, le gouvernement du Canada vous donnera 300 \$ en argent comptant ou 300 \$ en guise de réduction à l'achat d'un véhicule 2004 ou plus récent dans le cadre de son programme Adieu bazou. Ces offres incitatives de Ford sont en vigueur du 3 septembre 2009 au 1er mars 2010. La réduction dans le cadre du programme Recyclez votre véhicule de Ford sera appliquée après les taxes. Les offres Recyclez votre véhicule de Ford peuvent être combinées à la plupart des offres faites aux particuliers par Ford Canada soit au moment de la commande à l'usine ou de la livraison, mais pas aux deux. Les offres Recyclez votre véhicule de Ford sont admissibles à la protection des encouragements. Les offres Recyclez votre véhicule de Ford ne sont pas applicables aux véhicules ayant droit à l'assistance-compétitivité des prix ou aux prix offerts au gouvernement, à l'allocation-livraison pour parcs automobiles, ou aux locations quotidiennes. En participant à ce programme, vous ne pouvez bénéficier d'une remise en échange de votre vieux véhicule. Le programme du gouvernement du Canada Adieu bazou ne s'adresse pas aux résidents des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut; par conséquent, le programme Recyclez votre véhicule de Ford ne s'adresse pas aux résidents des territoires susmentionnés. D'autres primes provinciales peuvent être offertes en plus du programme du gouvernement Adieu bazou; pour plus de renseignements, consultez adieubazou.ca. Offre d'une durée limitée, consultez votre concessionnaire pour tous les détails, ou appelez le Centre des relations avec la clientèle Ford au 1 800 565-3673. © 2009 Ford du Canada Limitée. Tous droits réservés.

ACTUALITÉS

Gilles Duceppe durcit le ton en faveur de la souveraineté

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a prononcé un discours à forte saveur souverainiste, hier, à l'Université d'Ottawa.

La manœuvre s'inscrit dans ce que le *Globe and Mail* a décrit cette semaine comme une offensive concertée du Bloc et du Parti québécois pour remettre la souveraineté à l'avant-scène du débat politique.

Elle marque également le début d'une année aux anniversaires multiples pour le mouvement souverainiste: les 20 ans d'existence du Bloc québécois et de l'entrée de Gilles Duceppe en politique;

les 15 ans du référendum de 1995 et les 30 ans de celui de 1980; ainsi que les 20 ans de l'échec de l'accord du lac Meech.

Le chef du Bloc a repris le thème adopté le matin

«pro-pétrole» du gouvernement fédéral nuit au développement économique du Québec.

«Vingt ans après Meech, le Québec est de plus en plus mal servi aux niveaux économique, environnemental,

amphithéâtre de l'établissement, qui se décrit comme «l'université canadienne».

« Quand les Québécois réaliseront que l'espoir d'une réforme du fédéralisme est illusoire et que la seule voie d'avenir pour le Québec, c'est la liberté politique, à ce moment-là, nous serons prêts à mettre en œuvre un projet de souveraineté clair et emballant. »

À la hausse

En entrevue à *La Presse* plus tard dans la journée, le chef bloquiste a reconnu que les sondages en faveur de la souveraineté sont «légèrement à la hausse» depuis cinq mois. Mais ce n'est pas ce qui l'a

décidé à parler haut et fort de la nécessité de séparer le Québec du Canada, a-t-il insisté. «On l'a toujours fait. Sauf que l'actualité, peut-être, rejoint plus notre discours.»

À Calgary, au début de la semaine, le ministre fédéral de l'Environnement, Jim Prentice, a dénoncé l'approche environnementale du Québec. Mais Gilles Duceppe soutient que son parti avait déjà pris la décision de faire de 2010 une année de réflexion.

«On veut voir: qu'est-ce qui s'est passé depuis 20 ans? Est-ce qu'il y a des chances que le Québec trouve sa place au sein du Canada?» a-t-il demandé.

«Moi, mon analyse, c'est qu'il y a à peu près 40% de souverainistes très convaincus au Québec et 40% de fédéralistes, dont une bonne partie croit que le Canada est réformable. Il faut faire la preuve qu'il ne l'est pas», a-t-il ajouté.

«On n'arrête pas de nous dire que le fruit n'est pas mûr. Moi, je dis que ce n'est pas le fruit. L'arbre est pourri.»

«Vingt ans après Meech, le Québec est de plus en plus mal servi aux niveaux économique, environnemental, en matière d'éducation, de recherche, de culture, de langue et de citoyenneté.»

même par son porte-parole en matière de Finances, Daniel Paillé, dans une lettre ouverte publiée dans les pages Forum de *La Presse*: l'orientation

en matière d'éducation, de recherche, de culture, de langue et de citoyenneté», a dit Gilles Duceppe devant des étudiants réunis dans un

Lucienne Robillard prêtera main-forte au PLC

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Lucienne Robillard se joindra à nouveau au parti libéral du Canada, a appris *La Presse*. Mais l'ancienne ministre dans les gouvernements Chrétien et Martin travaillera cette fois-ci dans l'ombre.

Le Parti libéral du Canada doit annoncer la semaine prochaine que M^{me} Robillard remplacera Marc-André Blanchard à titre de coprésidente de la campagne libérale fédérale pour la province du Québec. M. Blanchard a quitté ses fonctions récemment, lorsqu'il a accepté le poste d'associé-directeur national du bureau d'avocats McCarthy Tétrault à Toronto.

À titre de coprésidente de campagne, M^{me} Robillard aura notamment un mot à dire sur la nomination des candidats en vue de la prochaine campagne électorale et sur l'organisation générale du parti au Québec.

Il a été impossible de la joindre hier — elle serait à l'extérieur du pays. Plusieurs sources libérales ont toutefois confirmé que la décision avait bel et bien été prise.

Députée de Westmount-Ville-Marie pendant une douzaine d'années, M^{me} Robillard a été titulaire de plusieurs portefeuilles ministériels d'importance au cours des dernières années. Ancienne fonctionnaire du système de santé québécois et

curatrice publique du Québec de 1986 à 1989, elle est entrée en politique dans le gouvernement libéral provincial de Robert Bourassa en 1989 et est passée à la scène fédérale en 1995.

Elle a démissionné de son poste de députée le 25 janvier 2008.

Des libéraux consultés se sont réjouis de l'arrivée de celle qui a souvent été louée pour sa capacité de travailler tant avec le clan Chrétien que le clan Martin. «C'est le signe que l'effet Donolo fonctionne, a ajouté l'un d'eux. Ça fait partie d'un mouvement amorcé pour réunir le parti et aller rechercher des gens qui l'avaient déserté au cours des dernières années.»



PHOTO MARTIN TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE

Le Parti libéral du Canada doit annoncer la semaine prochaine que Lucienne Robillard remplacera Marc-André Blanchard à titre de coprésidente de la campagne libérale fédérale pour la province du Québec.

LIQUIDATION DE FAILLITE

DU JAMAIS VU!!

1^{er} tapis 80% de rabais 2^e gratuit

(valeur égale ou moindre du premier)

4 JOURS SEULEMENT

DES PRIX PLUS BAS QUE CEUX D'UNE FAILLITE!
(Ce n'est pas un encaen.)

Rabais de 80%

DES MILLIERS DE TAPIS À LIQUIDER

Énorme sélection de tapis neufs, semi-antiques et antiques, dans toutes les teintes et les dimensions (de 2 pi x 3 pi jusqu'à 15 pi x 20 pi, tapis de passage jusqu'à 22 pi, ainsi que des tapis ronds et carrés).

Bidjar, Kazak, Qum pure soie, Bokhara, Tabriz, Nain, Mood, Hereke, Kashan, Agra, Chubi, Bakhtiar, Sarough, Kerman, Mashad, Jaipur lavé au thé, Obusson, Savonnerie et plusieurs tapis tribaux.

Nouvelle marchandise de meubles, bronzes, peintures à l'huile et beaucoup plus!

4, 5, 6, 7 février

Heures d'ouverture:
jeudi 4 fév.: 11h à 19h • vendredi 5 fév.: 11h à 19h
samedi 6 fév.: 11h à 18h • dimanche 7 fév.: 11h à 18h

4720, rue Garand, Saint-Laurent (angle boul. Thimens)

ORGANISÉ PAR PRESTIGE LIQUIDATIONS
www.prestigeliquidations.com
info: (514) 338-1000

VISA M.C. AMERICAN EXPRESS

EN BREF

Guy Bertrand fait son rapport

L'avocat Guy Bertrand se dit peiné par l'absence de résultats tangibles à la suite de ses recherches de six mois destinées à résoudre l'affaire Cédrika Provencher. Refusant de jeter l'éponge, il a reconnu que le travail effectué n'avait pas encore donné les résultats souhaités. Dans un rapport remis à différentes autorités policières et même au premier ministre Jean Charest, il souligne avoir ouvert 342 dossiers détaillés. La plupart ont été rejetés, mais 21 informations ont été retenues et transmises pour l'enquête. Parmi les pistes, M^c Bertrand mentionne avoir reçu les confidences de

détenus, des témoignages de personnes se disant capables d'identifier un potentiel ravisseur et des informations menant à la confection d'un portrait-robot.

— La Presse Canadienne

Une clé sur la mort subite du nourrisson

Un taux de sérotonine dans le cerveau serait associé au syndrome de la mort subite du nourrisson. C'est du moins la conclusion de chercheurs américains de l'Université Harvard, dont les résultats ont été dévoilés par l'Institut américain de la santé cette semaine. La D^{re} Hannah Kinney, de Harvard, soutient qu'un manque de sérotonine, cette substance

chimique du cerveau qui permet les messages entre les cellules cérébrales, diminuerait la capacité des nourrissons à réagir normalement en cas de diminution de l'oxygène ou d'un taux élevé de dioxyde de carbone (CO₂) lorsqu'ils dorment sur le ventre. La sérotonine, lorsque dérégulée, est aussi associée à la dépression. Elle joue aussi un rôle dans la régulation du rythme cardiaque et de la respiration. Les chercheurs ont pratiqué des autopsies sur une quarantaine de nouveau-nés victimes du syndrome. Selon leur analyse, 26% des cas (soit 35 bébés) avaient un taux de sérotonine en bas de la normale. Les détails sont publiés dans le *Journal of the American Medical Association*.

— Sara Champagne

La fête des Neiges de Montréal

Plus que de la neige! Parc Jean-Drapeau

Dernier Week-end

Les samedis des groupies avec Dora et Diégo
présenté par Télé-Québec

Dimanche - Spectacle de Moppi

Ne manquez pas

« Glisse pour un Don » avec Manuel Hurtubise au profit de l'arthrite juvénile
Plusieurs prix à gagner dont un forfait Disney.

Les présentateurs météo du Québec vous invitent à venir « Danser pour le climat » ce samedi à 14h.

MÉTRO Jean-Drapeau

www.parcjeandrapeau.com

Montréal Parc Jean-Drapeau

québec bonjourquebec.com

STM LA PRESSE

rockdétente

METROMEDIA PLUS

96

TVA

TRAK

Un psychanalyste sonde l'inconscient de Québec

Clotaire Rapaille promet de découvrir l'essence de la ville pour l'aider à se promouvoir

LE SOLEIL

Est-ce que Québec est un homme ou une femme? «Une vieille dame sexy», répond le maire Régis Labeaume.

Le gourou de l'image Clotaire Rapaille promet de découvrir le code, l'essence de Québec, de lui fournir les outils pour séduire le monde entier et, surtout, pour attirer des jeunes.

Lunettes fumées sur le nez – il vient d'être opéré à un œil –, en col roulé et veste de laine polaire, le psychanalyste d'origine française parle d'abondance de sa passion: le décodage des cultures.

«Une ville, c'est une tribu avec une culture», a-t-il rappelé hier lors d'une rencontre très courue avec la presse de Québec. «Que j'aillie étudier les Indiens d'Amazonie ou la tribu de la ville de Québec, c'est exactement la même approche.»

Avec l'aide de plusieurs résidents de la ville, le spécialiste en marketing veut

mettre le doigt sur ce qui définit le mieux Québec. Pas ce qui décrit la ville de façon intellectuelle ou rationnelle, mais ce qui se cache dans le cœur et l'inconscient de sa population.

«Ce sera quelque chose de profond, qui va parler à tout le monde», décrit M. Rapaille.

«Une ville, c'est une tribu avec une culture. Que j'aillie étudier les Indiens d'Amazonie ou la tribu de la ville de Québec, c'est exactement la même approche.»

Ce n'est pas moi qui vais trouver quelque chose pour eux. C'est eux qui vont découvrir avec moi ce qu'est vraiment l'âme profonde de la ville de Québec.»

Après quelques séances de travail, Clotaire Rapaille

perçoit déjà des bribes du code. «On voit qu'il y a chez vous un complexe d'infériorité, un pessimisme, mais aussi un complexe de supériorité», glisse-t-il.

Québec va bien, observe Clotaire Rapaille, mais il y a beaucoup de confusion dans ce qu'il faut faire pour que le succès continue. «Une fois qu'on sait le code, je pourrai vous dire quel mot utiliser si vous avez juste un mot pour parler de Québec, assure-t-il. Et aussi le mot qu'il ne faut jamais utiliser pour parler de Québec!»

Clotaire Rapaille quittera Québec dès aujourd'hui pour la Russie et reviendra à la fin du mois.

Images de ville

Mieux connu pour son travail auprès de grandes entreprises américaines comme Procter & Gamble ou Chrysler, Clotaire Rapaille a travaillé à l'image de Dubaï, ainsi qu'à celles de Hong-Kong et de Singapour.



PHOTO ERICK LABBÉ, LE SOLEIL

Avec l'aide de résidents de Québec, Clotaire Rapaille veut mettre le doigt sur ce qui définit le mieux la ville. On le voit ici avec le maire Régis Labeaume.

UNE OPÉRATION DE 300 000 \$

L'administration Labeaume a finalement accepté de fournir à la presse le contrat signé entre l'entreprise de Clotaire Rapaille et PÔLE Québec Chaudière-Appalaches, un des quatre bailleurs de fonds. Les autres sont la Ville de Québec, le Bureau de la Capitale-Nationale et l'Office de tourisme de Québec. L'entreprise Archetype Discoveries Worldwide touchera 250 000 \$US (environ 265 000 \$CAN), dont la moitié a déjà été payée. À cette somme, il faut ajouter 20 000 \$ pour les frais de déplacement et d'hébergement de Clotaire Rapaille et de son équipe. Une somme de 25 000 \$ est prévue pour dédommager les 330 participants.

Prenez d'assaut les réseaux sociaux avec nos BlackBerry à partir de 0 \$.



BlackBerry® Pearl™ Flip 8230

Aussi offert en noir.

0 \$¹ | 409,99 \$
Entente de 3 ans | Sans contrat

ÉCONOMISEZ 409,99 \$

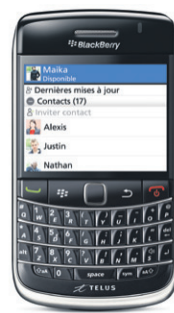


NOUVEAU
BlackBerry® Curve™ 8530

Offert en rouge ou argenté, seulement chez TELUS.

24,99 \$¹ | 349,99 \$
Entente de 3 ans | Sans contrat

ÉCONOMISEZ 325 \$



BlackBerry® Bold™ 9700

149,99 \$¹ | 649,99 \$
Entente de 3 ans | Sans contrat

ÉCONOMISEZ 500 \$

Forfait BlackBerry® Réseaux sociaux²

40 \$ par mois³

telusmobilite.com

- Facebook^{MD}, MySpace^{MD}, MI⁴ & textos⁵ illimités
- Jusqu'à 100 minutes d'appel local en tout temps + 50 minutes EN PRIME⁶
- Appels locaux illimités nuit (dès 21 h) et week-end
- Option au choix: doublez vos minutes ou ajoutez appels nationaux et textos⁵ illimités avec vos 5 numéros préférés⁷

Aucuns frais d'accès au réseau



le futur est simpleSM

Pour en savoir davantage, passez nous voir à une boutique TELUS, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands participants ou appelez au 1-866-264-2966. Tous les détails au telusmobilite.com



Offres valables jusqu'au 1^{er} mars 2010, sauf indication contraire. Le prix et la disponibilité des téléphones peuvent varier. Les prix peuvent être modifiés sans préavis. TELUS se réserve le droit de modifier les forfaits visés par cette offre promotionnelle en tout temps et sans préavis. (1) Offre valable pour les clients (nouveaux ou qui renouvellent leur entente) qui s'abonnent avec une entente de service de 3 ans à un forfait de transmission de 50 \$ ou plus ou à un forfait BlackBerry Réseaux sociaux ou BlackBerry Courriel & MI. (2) Ce forfait ne fournit ni ne comprend l'accès à Internet, y compris sans s'y limiter le portail WAP de TELUS, l'envoi ou la réception de courriels, ou l'accès à tout autre service de réseautage social ou de messagerie instantanée (y compris, sans s'y limiter, toute version web de services de réseautage social ou de messagerie instantanée). Ce forfait ne peut être jumelé à aucun autre forfait de transmission de données et est offert uniquement avec les téléphones intelligents BlackBerry. (3) Les taxes, les frais d'interurbain et d'itinérance, les frais de temps d'antenne additionnel et les frais pour les services payables à l'usage sont en sus par utilisateur. Taxe municipale (40¢) applicable au service 911 au Québec en sus. (4) La messagerie instantanée illimitée fonctionne avec BlackBerry® Messenger et Windows Live Messenger seulement. (5) Messages des services Privilège en sus. Des frais additionnels de 10¢ s'appliquent à chaque message texte (ou pièce texte jointe) envoyé à l'extérieur du Canada et des États-Unis. Des frais de 60¢ sont facturés pour chaque message texte envoyé ou reçu en itinérance mondiale. Les services de messagerie photo et vidéo sont offerts seulement dans les zones de couverture numérique 1X et SCP. Les titulaires d'un téléphone mobile qui n'est pas doté du service multimédia recevront un message texte incluant une adresse web à laquelle ils pourront accéder pour visualiser leurs photos ou leurs vidéos. La messagerie multimédia utilisée à l'extérieur du Canada est facturée au tarif de la transmission de données en itinérance. (6) L'offre de minutes EN PRIME est valable à la signature d'une entente de service de 1, 2 ou 3 ans. Le nombre de minutes EN PRIME n'est pas doublé lorsque le client choisit l'option Doublez vos minutes d'appel local en tout temps. (7) Vos cinq numéros doivent être des numéros canadiens et ne doivent pas comprendre votre propre numéro de téléphone mobile TELUS, ni le numéro de récupération de vos messages vocaux ni de numéros sans frais ou 1-900. Les appels nationaux et les textos désignent les appels locaux et interurbains et les messages texte échangés au Canada avec le téléphone mobile du client. Les frais d'itinérance et de transmission internationale sont en sus. Les messages texte doivent être envoyés et reçus avec d'autres téléphones mobiles et peuvent être assujettis à des frais d'itinérance et de transmission internationale. Valable avec certains téléphones mobiles dotés des services de messagerie photo et vidéo. Les clients peuvent changer leurs cinq numéros une fois par cycle de facturation au telusmobilite.com. Des frais de 35¢/Mo s'appliquent à la transmission de données en itinérance aux États-Unis et sont facturés par tranches de 1 Ko par session. La transmission de données en itinérance à l'extérieur du Canada et des États-Unis est facturée au coût de 25¢/Mo par tranches de 20 Ko par session. Des frais de 8¢/Mo s'appliquent à toute utilisation à partir d'un ordinateur portable ou personnel. Des frais additionnels pour les appels en itinérance à l'extérieur du Canada peuvent s'appliquer. Des frais de 35¢ la minute s'appliquent aux appels en téléphonie vidéo. Offerts avec certains appareils. Des frais additionnels pour des opérations d'entretien (telles que les échanges d'appareils ou la reprogrammation) peuvent s'appliquer aux comptes existants. Frais pour assistance-annuaire 411: 2\$. TELUS, le logo TELUS, telusmobilite.com et le futur est simple sont des marques de commerce utilisées avec l'autorisation de TELUS Corporation. BlackBerry, RIM, Research In Motion et autres marques de commerce, noms et logos apparentés sont la propriété de Research In Motion Limited et sont enregistrés ou utilisés aux États-Unis et dans d'autres pays. Facebook est une marque déposée de Facebook, Inc. MySpace est une marque de commerce de News Corporation. © 2010 TELUS.

BOUTIQUES TELUS ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS MONTRÉAL

- Carrefour Angrignon
- Centre Eaton
- Centre Rockland
- Complexe Desjardins
- Fairview Pointe-Claire
- Galerias d'Anjou
- Les Jardins Dorval
- Place Alexis Nihon
- Place Versailles
- Place Vertu
- 5554, av. de Monkland
- 950, rue Sainte-Catherine Ouest
- 4202, rue Saint-Denis
- 6146, boul. Henri-Bourassa Est
- Action Télécom Inc.
- 1678, av. Mont-Royal Est
- Communications Métropolitaine
- 8780, boul. Saint-Laurent, local 1

Dollard-des-Ormeaux

Galerias des Sources

Montréal-Nord

TBM Mobile
10223, boul. Pie-IX

Pointe-aux-Trembles

Proxi Télécom Inc.
12925, rue Sherbrooke Est

LAVAL ET RIVE-NORD

Blainville

Digital Radio Communication Inc.
9, boul. de la Seigneurie, local 7

Boisbriand

Faubourg Boisbriand
2945, Promenades Saint-Antoine

Lachute

Carrefour Argenteuil

Laval

Carrefour Laval
Centre Laval
Laval Est (aut. 19/aut. 440)
Contact Com D.L. Communications
1521, autoroute 440 Ouest
Mégacentre Notre-Dame
Proxi Télécom Inc.
1662, boul. Saint-Martin Ouest
Raytech Electronique
1451, boul. des Laurentides
SRAD Communications Inc.
2995, boul. Dagenais, local D

Mascouche

First Pro Mascouche
117, montée Masson

Repentigny

Galerias Rive Nord
Technicomm
500, rue Notre-Dame

Rosemère

Place Rosemère

Terrebonne

Galerias de Terrebonne
SRAD Communications Inc.
2292, ch. Gascon

RÉGIONS

Joliette

Multicom Communication 2000 Inc.
Galerias Joliette
1075, boul. Firestone

Sorel-Tracy

Promenades de Sorel

Victoriaville

La Grande Place des Bois-Francis

RIVE-SUD

Mail Champlain

Place Longueuil
Promenades Montarville
Promenades Saint-Bruno

Boucherville

Technicomm
Complexe 20/20
20-T, boul. de Montagne

Brossard

Quartier DIX30
9380, boul. Leduc

Châteauguay

D2 Technologie Inc.
247, rue d'Anjou, local D

Greenfield Park

Proxi Télécom Inc.
3814, boul. Taschereau

MONDE

Après les massacres, la Guinée défie les prédictions

Le massacre politique du 28 septembre a fait craindre le pire pour ce pays dirigé par seulement deux présidents et une junte militaire depuis son indépendance en 1958. Mais cinq mois plus tard, la Guinée défie les prédictions : l'armée se retire doucement du pouvoir et un gouvernement de transition prépare des élections démocratiques. Le début de la fin de la crise ?

JUDITH LACHAPELLE

Le capitaine Moussa Dadis Camara n'y aurait été pour rien. Quand son armée a investi le stade de Conakry le 28 septembre, en massacrant au moins 156 personnes qui assistaient à un rassemblement politique (sans parler de la centaine de femmes violées sur place), ni le chef de la junte, Dadis Camara, ni ses collaborateurs n'étaient présents. Donc, «ils ne sont responsables de rien», a affirmé mardi le procureur Siriman Kouyaté.

La commission d'enquête de l'ONU en était pourtant arrivée à des conclusions beaucoup plus sévères cet automne. Celle-ci avait conclu à «une responsabilité pénale individuelle» de Moussa Dadis Camara et de ses collaborateurs. Le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a même parlé de «crime contre



L'ex-ministre de la Défense et général Sékouba Konaté a hérité de la présidence transitoire depuis la tentative d'assassinat du chef de la junte Moussa Dadis Camara. Le militaire est perçu comme un homme discret et est apprécié des Guinéens.

l'humanité» et demandé à la Cour pénale internationale de se saisir du dossier.

Camara a certainement une responsabilité dans le massacre. «Oui, forcément», dit le

journaliste, joint cette semaine à Conakry. «Il était là quand les gens ont marché dans la rue. Je suis convaincu que tout a été planifié pour aller tirer sur les gens. Je n'ai pas de doute

que sa responsabilité est pleinement engagée.»

Kerfalla Kourouma le dit haut et fort, et n'est pas le seul à l'affirmer dans son pays. Ce simple fait montre que malgré le massacre politique de septembre et la conclusion douteuse de la commission d'enquête cette semaine, la Guinée ne s'enfoncé pas dans l'autoritarisme. La route vers la démocratie est longue, mais les Guinéens semblent avoir trouvé leur chemin.

L'espoir en Konaté

Moussa Dadis Camara est toujours en convalescence au

Malgré le massacre politique de septembre et la conclusion douteuse de la commission d'enquête cette semaine, la Guinée ne s'enfoncé pas dans l'autoritarisme.

Pour Kerfalla Kourouma, rédacteur en chef de *Guinée Conakry Info*, journal internet indépendant nourri par une dizaine de journalistes guinéens, le capitaine Dadis

journaliste, joint cette semaine à Conakry. «Il était là quand les gens ont marché dans la rue. Je suis convaincu que tout a été planifié pour aller tirer sur les gens. Je n'ai pas de doute

Burkina Faso, après que son aide de camp eut tenté de l'assassiner le 3 décembre. Selon RFI, le capitaine a voulu, devant la commission d'enquête onusienne, faire porter le blâme du massacre du 28 septembre à son adjoint.

À sa place a été désigné le général Sékouba Konaté, ancien ministre de la Défense. Le militaire est perçu comme un homme discret et est apprécié des Guinéens. «Depuis son dernier discours, il n'a plus rien dit. Il ne se mêle pas des affaires politiques pour improviser des décisions», dit M. Kourouma.

Sékouba Konaté ne semble pas avoir l'intention d'exercer le pouvoir. À preuve, la nomination le 21 janvier de Jean-Marie Doré, porte-parole du forum des Forces vives (opposition et syndicats) au poste de premier ministre de transition, chargé d'organiser des élections dans six mois.

En retard

«M. Doré est bien connu des Guinéens. De tous les politiciens du pays, c'est celui qui passe le plus de temps en Guinée», dit M. Kourouma. Il connaît parfaitement le pays. Il a courtoisé tous les dirigeants qui se sont succédé au niveau des départements, sous (Lansana) Conté, sous Dadis. Mais c'est la composition de son gouvernement qui va aider à comprendre ce qu'il veut.»

Un gouvernement dont il devait annoncer la composition avant la fin janvier. Mardi, en point de presse, M. Doré a expliqué ce retard par la difficulté de concilier les positions de tous les membres de Forces vives.

Le premier ministre Doré a six mois pour organiser des élections. Y arrivera-t-il? Certains en doutent. Mais pour Kerfalla Kourouma, l'instauration d'une vraie démocratie est indispensable au développement de son pays et à la mise au travail des jeunes au chômage. «Quand il y a de la violence, est-ce que vous pensez à investir? Non. Tout est lié à la démocratie.»



Pour joindre notre journaliste : judith.lachapelle@lapresse.ca



COLLÈGE FRANÇAIS

Le collège privé québécois d'influence française

INSTITUTION PRIVÉE MIXTE

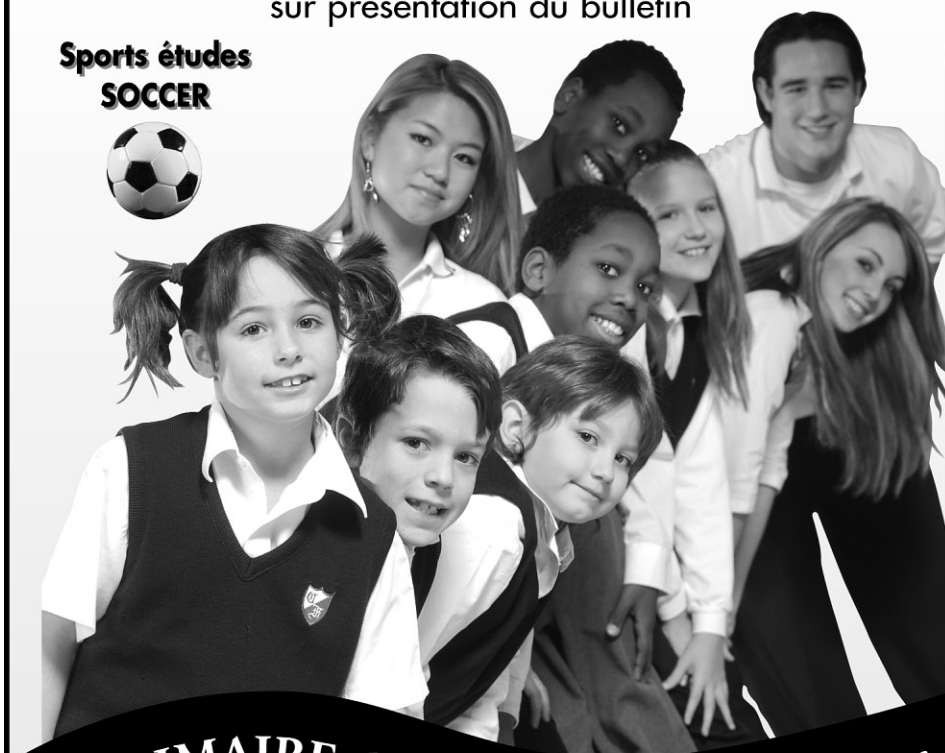
Préscolaire (4 et 5 ans) • Primaire • Secondaire

**Journée
Porte ouverte
Primaire Rive-Sud**

**Dimanche 7 février 2010
de 13 h 00 à 16 h 00**

Admission possible en tout temps
sur présentation du bulletin

Sports études
SOCCER



Le PRIMAIRE, la base de la réussite scolaire!

**1391, Beauregard
LONGUEUIL**

450 670-7391

www.collegefrancais.ca

NUCLÉAIRE IRANIEN

Vers de « fortes sanctions »

D'APRÈS AFP

TÉHÉRAN — Les capitales occidentales ont entamé des discussions sur un éventuel durcissement des sanctions internationales contre l'Iran en raison de sa politique nucléaire, malgré le fait que Téhéran ait réaffirmé hier n'avoir «pas de problème» à échanger de l'uranium avec les grandes puissances.

La République islamique se dit toujours prête à échanger une partie de son uranium faiblement enrichi (3,5%) contre du combustible hautement enrichi (20%) dont il a besoin pour son réacteur de recherche de Téhéran, a déclaré le président Mahmoud Ahmadinejad lors d'une interview mardi soir à la télévision d'État consacrée aux questions économiques.

«Il n'y a vraiment pas de problème. Certains (en Iran) s'agitent pour rien. Nous signons un contrat. Nous leur donnons de l'uranium enrichi à 3,5% et au bout de quatre ou cinq mois ils nous donnent (l'uranium enrichi) à 20%», a-t-il déclaré.

L'Iran a rejeté en novembre une proposition du groupe des Six (États-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne, Allemagne) sur l'envoi de la plus grande partie de son stock d'uranium en Russie et en France pour y être transformé en combustible pour son réacteur de Téhéran.

Téhéran a fixé en retour un ultimatum aux Six pour qu'ils acceptent avant fin janvier de lui livrer du combustible à ses conditions – un échange simultané et en petites quantités –, menaçant dans

le cas contraire de produire lui-même de l'uranium hautement enrichi.

M. Ahmadinejad n'a fait aucune référence à cet ultimatum, ni à sa décision annoncée le 2 décembre de lancer la production en Iran d'uranium enrichi à 20%.

Pékin, allié de Téhéran dans le dossier nucléaire, a immédiatement estimé «urgent» de poursuivre les négociations, mais les autres capitales ont réagi avec prudence, voire scepticisme.

À Washington, le secrétaire à la Défense, Robert Gates, l'a estimé que l'Iran s'exposait à de «fortes sanctions» en raison de son programme nucléaire.

Il n'a pas précisé le type de sanctions en question.

En France, le premier ministre, François Fillon, a annoncé que Paris, qui préside le Conseil de sécurité, allait demander à l'ONU «l'adoption d'une nouvelle résolution» contre l'Iran «comprenant des sanctions fortes».

FUSÉE

L'Iran a envoyé pour la première fois dans l'espace des animaux vivants hier à l'occasion du 31^e anniversaire de la Révolution islamique, un acte qualifié de «provocation» par Washington, mais qui lui permet de réaffirmer ses ambitions technologiques et spatiales. «L'Iran a testé avec succès la fusée spatiale Kavoshgar-3, de fabrication locale, portant une capsule expérimentale», a indiqué la télévision d'État. d'après AFP

**VACANCES
VOYAGE**

CE SAMEDI

**VIRÉE CULTURELLE
À VANCOUVER**

Tous les samedis dans **LA PRESSE**

LE TOUR DU GLOBE

ÉTATS-UNIS

Gais dans l'armée : appui de Powell

Le souhait du président américain Barack Obama de lever l'interdiction faite aux militaires gais d'évoquer leur orientation sexuelle a reçu hier le soutien du général Colin Powell. Le général Powell, aujourd'hui à la retraite et qui était l'officier au grade le plus élevé dans l'armée américaine en 1993, s'était alors opposé à la tentative de Bill Clinton de lever cette interdiction. AFP

PAKISTAN

Soldats américains et enfants tués

Au moins huit personnes, dont trois soldats américains et quatre enfants, ont été tués hier dans un attentat dans le nord-ouest du Pakistan. La veille, des drones américains y avaient mené leur raid le plus massif jamais lancé dans les fiefs des talibans et d'Al-Qaeda. Les talibans pakistanais ont revendiqué l'attaque. AFP

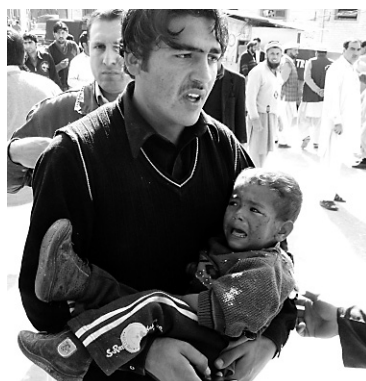


PHOTO REUTERS
L'attentat a été perpétré près d'une école de Timergara (Nord-Ouest).

YÉMEN

Un imam et son « disciple »

L'imam radical yéménite Anwar al-Aulaqi a apporté son soutien à l'attentat manqué contre un avion américain le jour de Noël, affirmant que son auteur présumé, Umar Farouk Abdulmutallab, était son « disciple », dans une interview à la chaîne Al-Jazira. « Je soutiens ce qu'Umar Farouk a fait », a dit l'imam. AFP

IRAK

Crise politique désamorcée

Sept juges irakiens ont réussi à désamorcer provisoirement une crise politique majeure en autorisant plus de 500 candidats soupçonnés de sympathie avec le parti Baas de l'ancien dictateur Saddam Hussein à participer aux élections du 7 mars. L'administration américaine s'inquiète d'une faible participation de la communauté sunnite. AFP

Guerre des ondes en Géorgie

Une nouvelle chaîne de télévision géorgienne veut déranger Moscou

Militairement, la Géorgie ne fait pas le poids devant la Russie. L'ex-république soviétique pro-occidentale a donc décidé de lui déclarer la guerre... des ondes. Au début du mois de janvier, elle a lancé une chaîne en langue russe décrite comme la seule solution de rechange aux télévisions manipulées par le Kremlin dans le Caucase. Mais le réseau accuse Moscou de lui mettre des bâtons dans les roues.

FRÉDÉRIK LAVOIE
COLLABORATION SPÉCIALE

MOSCOU — Dans un décor qui laisse deviner le maigre budget de la chaîne, la présentatrice entame son bulletin en trébuchant sur les premiers mots. Les reporters sont hésitants, les images sont rares et souvent de mauvaise qualité, mais l'équipe de 1K sait où elle s'en va: à contre-courant du Kremlin.

« Nous sommes encore très jeunes », s'excuse presque d'entrée de jeu Maya Bichikashvili, vice-directrice de la télévision publique géorgienne, dont dépend la chaîne



La nouvelle chaîne télévisée russophone de Géorgie ne fracasse pas pour l'instant des records d'auditoire: son fournisseur satellitaire l'a abandonnée. Moscou ne serait pas étranger à ce revers. Ci-dessus, la statue de Staline semble se dédoubler à travers cette vitre criblée de balles, à Gori, pendant la guerre de 2008.

Pervy Kavkazky (la Première caucasienne ou 1K).

Doté d'un budget d'à peine 1,5 million de dollars pour sa première année, le réseau a été mis sur pied en moins de quatre mois dans les studios de la télévision publique à Tbilissi, la capitale géorgienne. Ses objectifs: donner au public russophone une autre image de la Géorgie que celle véhiculée par les télévisions étatiques russes

et parler des choses qu'elles passent sous silence.

M^{me} Bichikashvili assure toutefois que 1K ne se veut pas un outil de contre-propagande. « Nous ne sommes pas dirigés par le gouvernement géorgien. Nos journalistes peuvent parler de ce qu'ils veulent. Ils ont une entière liberté. »

L'équipe de 1K étant en majeure partie composée de Géorgiens et d'opposants au

régime russe – comme l'animatrice Alla Doudaïev, veuve du président séparatiste tchétchène Djokhar Doudaïev –, la position anti-Kremlin fait toutefois officieusement consensus.

La « voix alternative » de 1K dans l'espace télévisuel russophone ne signifie donc pas pour autant que la chaîne tend vers l'objectivité, malgré sa prétention de parler du Caucase « sans faussetés ».

La plupart des événements qu'elle couvre portent sur les républiques instables du Caucase russe, en proie à une insurrection islamiste, et sur la politique russe.

Par contre, la chaîne est quasi muette sur la situation politique en Géorgie, où l'opposition au président Mikhaïl Saakachvili grandit.

Seulement sur le web

La principale difficulté de la chaîne est toutefois de trouver des auditeurs. Le 25 janvier, à peine 10 jours après le début de ses émissions, le fournisseur français Eutelsat l'a exclue de son offre satellitaire.

Dans les bulletins d'information de 1K, journalistes et invités sont unanimes: la décision est liée à la signature quelques jours plus tôt d'un lucratif contrat entre Eutelsat et une entreprise affiliée au géant gazier d'État Gazprom, proche du pouvoir russe. Eutelsat aurait donc plié devant les pressions « politiques » de son important client.

En attendant de trouver un fournisseur satellitaire, la chaîne n'est offerte que sur l'internet. Or, la plupart des foyers du Caucase du Nord, son principal public cible, ne sont pas branchés au web, ce qui limite son influence.

En août 2008, le président Saakachvili a appris à ses dépens qu'il ne pouvait battre son puissant voisin sur un champ de bataille. La tentative de l'armée géorgienne pour reprendre la région séparatiste d'Ossétie-du-Sud, prorusse, s'est soldée par une intervention militaire de la Russie et l'occupation d'une partie du territoire géorgien.

Le président Saakachvili, qui a étudié en France et aux États-Unis, a vraisemblablement compris que son champ de bataille devrait être médiatique.

LA CIRCULATION AVEC

98,5 fm
LA PUISSANCE
DES MOTS

CKAC
SPORTS
730AM

4 BULLETINS À L'HEURE.

Des stations de radio **corus**
QUÉBEC

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Le crépuscule américain

Nous publions aujourd'hui le premier de deux éditoriaux sur l'avenir des États-Unis.



MARIO ROY

mroy@lapresse.ca

Depuis un demi-siècle, on a tant de fois annoncé le déclin de l'empire américain que l'expression n'est plus qu'un cliché vengeur dont le sens véritable s'est perdu. Pourtant, les États-Unis n'ont jamais été aussi proches qu'ils le sont aujourd'hui d'une baisse de régime permanente de leur influence dans le monde, de leur capacité d'innover, de leur économie.

En ce sens, la Lune est un symbole.

Le président Barack Obama a annoncé, cette semaine, qu'il ne verserait pas la modeste allocation de 3,5 milliards US (sur un budget de 3800 milliards!) prévue pour le programme Constellation de vols habités vers la Lune. Chacun a compris. Les Américains renoncent. Ils renoncent à explorer à nouveau l'espace dans un avenir prévisible. Et peut-être cela veut-il dire: à tout jamais, parce que redémarrer une telle aventure ne se fera pas en un jour.

Nous verrons quel effet psychologique, scientifique, économique, ça aura aux États-Unis. Pour l'instant, notons que, la nature humaine étant programmée pour explorer, d'autres nations prendront forcément la relève.

Apprenant cette déconfiture, même l'Iran, qui n'a aucune chance d'entrer dans la course, s'est néanmoins vanté, hier, d'avoir lancé des animaux dans

l'espace: un rat, deux tortues et des vers de terre! L'Inde, qui fait équipe avec la Russie, compte aller sur la Lune en 2025. Enfin, la Chine a déjà effectué des vols habités et, dans le secret, prépare des expéditions lunaires qui pourraient étonner, peut-être avant 2020.

Or, la Chine est déjà la banque, l'usine et l'entrepreneur «impérial» de la planète... exactement ce qu'étaient, il n'y a peu, les États-Unis. Et lorsqu'elle aura annexé le symbole de la Lune, les cerveaux formés partout dans le monde choisiront de s'exiler, d'inventer et de créer, non plus à Los Angeles, mais à Shanghai – ça a déjà débuté.

Alors, l'empire américain, surtout fondé sur le savoir, la culture et l'invention, aura vécu.

■ ■ ■

Quelqu'un a dit: les empires ne sont pas assassinés, ils se suicident.

Est-ce exact?

Chose sûre, le dernier empire européen, celui de la Grande-Bretagne, a bel et bien été victime du suicide de l'Europe, commis à l'aide des deux grandes guerres et des divers totalitarismes qu'elle s'est donnés et a gracieusement donnés au monde. Le flambeau a été passé de façon définitive quelque part entre 1942 et 1945 lorsque l'Amérique a pris le contrôle des voies maritimes, auparavant assumé par les Britanniques (le symbole, alors, n'était pas la Lune, mais la mer). Ensuite, le dollar, le transistor, le jazz et le Coca-Cola ont fait le reste.

Bref, la question est: l'empire américain est-il en train de se suicider? En partie, oui. Mais on l'assassine aussi.

ALIRE DEMAIN

> L'empire contrarié

Toyota: le doute



ANDRÉ PRATTE

apratte@lapresse.ca

Depuis des années, Toyota jouit d'une réputation exceptionnelle pour la qualité des véhicules qu'elle produit. Le mois dernier, le magazine américain *Consumer Reports* annonçait que dans son sondage annuel sur la perception des marques d'automobile, Toyota trônait toujours au sommet, loin devant ses concurrents. Depuis deux semaines toutefois, la longue lune de miel entre le géant japonais et les consommateurs s'est transformée en cauchemar.

Championne de la qualité, Toyota en serait-elle venue à délaisser l'élément essentiel de sa réputation?

À la suite du rappel de plus de deux millions de véhicules aux États-Unis et au Canada et de l'interruption de la vente de plusieurs modèles, le cours des actions de l'entreprise a chuté. En janvier, ses ventes ont diminué de 16% aux États-Unis et de 10% au Canada, par rapport au même mois en 2009. Hier, une autre mauvaise nouvelle est tombée: le ministère japonais des Transports a demandé à Toyota d'enquêter sur des plaintes de propriétaires de la populaire hybride Prius. Selon ces automobilistes, le système de freinage de leur automobile a momentanément cessé de fonctionner à basse vitesse, ce qui aurait provoqué quelques

accidents. Des plaintes similaires ont été reçues aux États-Unis.

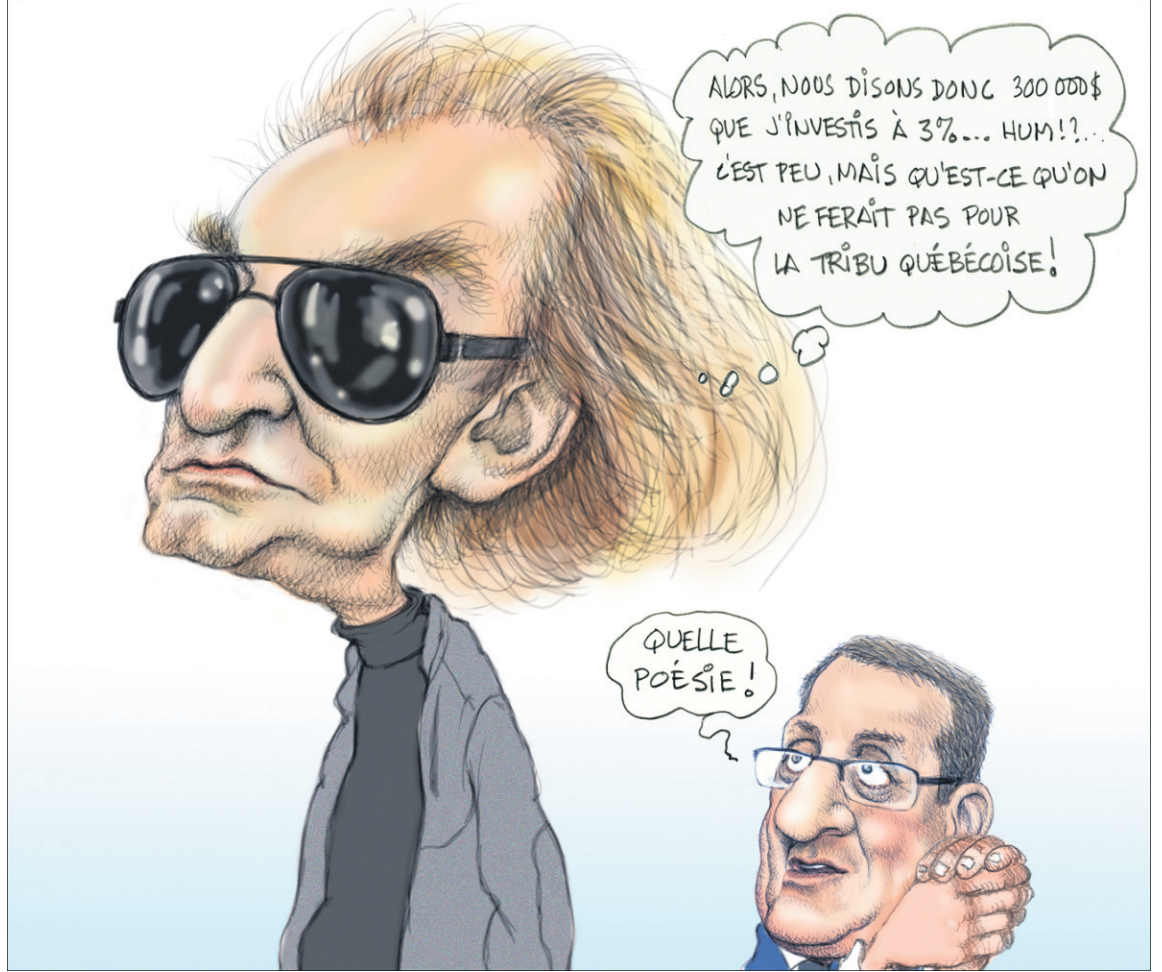
Les dommages causés par toute cette affaire, déjà considérables du point de vue financier, pourraient être circonscrits si Toyota gère bien la crise. Cependant, avec chaque jour qui passe, il devient de moins en moins certain qu'elle y parviendra. En effet, des informations circulent selon lesquelles l'entreprise a attendu plusieurs mois avant de s'attaquer de front aux défaillances de la pédale d'accélération de plusieurs de ses modèles.

Lorsque les premiers accidents se sont produits aux États-Unis, certains mortels, le fabricant a soutenu que la pédale était restée coincée en raison d'un tapis de protection mal installé. L'entreprise a ensuite convenu qu'il lui fallait remplacer les tapis de centaines de milliers de ses voitures. Il y a quelques jours, elle a admis que la pédale elle-même faisait problème, d'où le plus récent rappel.

La championne de la qualité, célèbre pour la «méthode Toyota», en serait-elle venue à délaisser l'élément essentiel de sa réputation? Il est trop tôt pour répondre à cette question. Depuis quelques années, même chez Toyota, certains exprimaient des inquiétudes quant à la capacité de l'entreprise de préserver sa culture tout en construisant un nombre croissant de véhicules hors du Japon. D'autres ont accusé l'entreprise d'être obsédée par son désir de devenir le plus gros vendeur du monde – elle y est parvenue en 2008 – au point d'être devenue négligente.

Personne n'a intérêt à ce que Toyota sombre alors que le monde sort difficilement de la récession. Souhaitons que l'entreprise saura faire face à la crise avec diligence et transparence. Toyota devra aussi comprendre, comme ont fini par le faire ses rivaux américains, que la qualité doit être autre chose qu'un slogan publicitaire.

RAPAILLE À LA RECHERCHE DE L'ESSENCE DE QUÉBEC, UNE DÉMARCHE LONGUE DE 12 SEMAINES QUI COÛTERA 300 000\$



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

TOUJOURS CONFIANCE EN TOYOTA?

FORUM@LAPRESSE.CA

Voici quelques-uns des commentaires reçus à la suite de l'appel à tous lancé hier matin sur Cyberpresse. Nous vous demandons si vous aviez toujours confiance en Toyota. Vous pouvez lire d'autres commentaires sur Cyberpresse.



Une confiance ébranlée

Je suis propriétaire d'une Corolla depuis août 2008. J'ai l'impression de déceler des accélérations non commandées. On dirait aussi que les roues cherchent à s'envoler au démarrage et c'est plutôt embarrassant. Il me semble que c'est dû à un caprice de la transmission automatique et la consommation d'essence s'est accrue de 7 à 10 litres par 100 kilomètres. Alors oui, ma confiance en Toyota est ébranlée. C'est dommage.

Maurice Dallaire, Saint-Laurent

Plus jamais de Toyota

Je suis propriétaire d'une Toyota Camry 2007 et j'en suis très insatisfait. En plus du problème avec la pédale d'accélérateur, j'ai un problème de consommation exagérée d'huile à moteur, soit 3,5 litres au 8000 kilomètres. Toyota prétend que cette consommation est normale... On se fout de moi, alors plus jamais de Toyota!

Jean Caron

Fidèle avant et après

J'ai acheté une Corolla en avril 2008 et j'en suis entièrement satisfait. Auparavant, j'avais une Corolla 1995, que j'ai achetée neuve, avec laquelle j'ai parcouru 250 000 km sans aucun problème. Les Américains vont tout faire pour détruire la réputation de Toyota, surtout depuis que celle-ci a pris la tête du marché. Je suis et je resterai toujours amateur de Toyota, même après cette crise. Lorsque je serai convoqué, j'irai faire remplacer la pédale en question et je n'en ferai pas tout un plat.

Hermel Boutin

Une farce

Cette affaire est une farce monumentale. J'ai montré à mes filles à conduire et je leur ai toujours dit que s'il arrivait quoi que ce soit, il fallait placer la transmission à la position «neutre» et appuyer sur le frein avec les deux pieds. Si les plus vieux se rappellent sûrement les Volks des années 60, alors que l'accélérateur était fixé au plancher à l'aide d'une peinture. L'hiver, c'était toujours gelé

et l'été, la rouille obstruait. Il fallait alors débloquer avec les mains... et nous n'en faisons pas un plat. Je vais acheter une Toyota en avril, et cela ne me dérange pas du tout. C'est toujours l'auto la plus fiable et ayant le meilleur rapport qualité/prix.

Yvan Gagnon, Victoriaville

Une autre marque japonaise

Je suis propriétaire de voitures Toyota depuis près de 30 ans. J'ai présentement une Corolla 2001, que j'ai achetée neuve et qui, mis à part les dépenses d'entretien habituel, n'a eu aucun bris majeur. J'ai donc été extrêmement satisfaite. Comme ma voiture a maintenant 10 ans, afin d'éviter d'éventuelles grosses dépenses, j'avais pris la décision de la changer pour une autre Toyota dans le courant de l'été. Cependant, depuis les derniers événements, j'ai complètement perdu confiance en cette société. Il est certain que je me dirigerai vers une autre marque japonaise.

Michèle Lamontagne

Endormis sur leurs lauriers

J'ai possédé deux véhicules Toyota dans ma vie: une Tercel 1985 et une Camry 1997. J'ai été tellement mal servi par tous les concessionnaires de la région d'Ottawa que rien ne m'étonne plus de ce constructeur. Ils se sont endormis sur leurs lauriers, et devront en payer le prix. Avec leurs récentes gaffes, et leur réputation de mauvais service, je crois que ce constructeur a beaucoup de pain sur la planche pour regagner l'estime des consommateurs.

Jean Claude Delisle, Ottawa

Numéro 1 à quel prix?

Les problèmes de Toyota ont débuté vers 2003. On a commencé à remarquer une baisse dans la qualité des matériaux, ensuite dans la finition. Ce qu'on voit aujourd'hui est une suite logique de décisions prises il y a sept ou huit ans. À ce moment-là, Toyota avait décidé de prendre tous les moyens nécessaires pour devenir le numéro 1 mondial. Il a atteint son but, mais il a dû mettre de côté sa réputation enviable.

Alain Richard, Québec

LE BLOGUE DE L'ÉDITO

www.cyberpresse.ca/edito

Pourquoi boudons-nous les études?

par André Pratte

À BIEN Y PENSER

Le président de la FMSQ demande des augmentations salariales de 4 % à 6 % par année. Notre dette s'élève à 215 milliards de dollars et Gaétan Barrette demande aux contribuables les plus taxés en Amérique de payer plus de taxes et d'impôts pour que monsieur puisse gagner 500 000\$ par année!

— Simon Leduc, Laval

FORUM

Les patrons de l'avenir



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

L'anecdote m'a été racontée par un ami qui habite Vancouver, où la présence d'une très forte minorité chinoise provoque ici et là des vagues de racisme. Dans l'une des cabines des toilettes pour hommes de l'Université de la Colombie-Britannique, quelqu'un a griffonné des graffiti antichinois.

La réplique ne se fit pas attendre. Le lendemain, un étudiant chinois avait écrit sur la même paroi: « Vos enfants travailleront pour nos enfants. »

Chez les 25-34 ans, 24,8 % des francophones ont un diplôme universitaire. C'est le cas de 34,9 % des anglophones... et de 37,4 % des allophones.

Et c'est probablement vrai, parce que les jeunes Asiatiques étudient bien davantage que les jeunes Canadiens de souche, et qu'ils travaillent d'arrachepied pour se conformer aux rêves que leurs parents ont conçus pour eux.

Je connais une famille malaise d'origine chinoise qui a émigré à Vancouver pour échapper au racisme qui, en Malaisie, s'exerce contre les Chinois, « coupables » d'être plus entrepreneurs et de réussir mieux que les Malais pur jus. Les deux parents avaient de bons emplois – le père gérait une plantation et la mère enseignait l'anglais – mais ils savaient que leurs enfants risquaient de ne pouvoir entrer à l'université en raison des politiques discriminatoires antichinoises. Ils se sont exilés pour que leurs enfants aient toutes les chances d'avenir. Résultat: deux des enfants sont médecins et le troisième est dentiste.

Le Québec n'est pas à l'abri du même phénomène. En fait, si l'on en juge par un rapport consternant émanant de l'Institut de la statistique du Québec, les francophones risquent d'être déclassés non seulement par rapport aux anglophones de souche, mais aussi par rapport aux immigrants, en particulier ceux qui ont été sélectionnés en fonction de leur niveau de scolarité, et ceux qui viennent de groupes ethniques où l'instruction est hautement valorisée par les familles (les Asiatiques notamment).

Pourquoi? Il n'y a pas de mystère. Les francophones québécois sont proportionnellement moins nombreux à poursuivre leurs études. Chez les 25-34 ans, 24,8 % des francophones ont un diplôme universitaire. C'est le cas de 34,9 % des anglophones... et de 37,4 % des allophones.

La sous-scolarisation historique du Québec français n'est pas disparue malgré les progrès indéniables. En 1960, un adulte sur deux n'avait pas terminé son primaire. Aujourd'hui, une bonne partie du retard a été comblé, mais l'écart demeure entre les francophones québécois et les anglophones... et cela, même si les communautés d'origine britannique et juive ont perdu nombre de leurs élites au profit de Toronto, lors de l'« exode » suivant l'élection du PQ en 1976.

Les francophones québécois sont proportionnellement plus nombreux à abandonner les études, et deux fois plus nombreux à se contenter d'un diplôme professionnel du collégial.

Ils sont même dépassés, au chapitre de l'instruction supérieure, par les Franco-Ontariens, un groupe naguère défavorisé qui a trouvé le moyen de rattraper ses concitoyens anglophones – un phénomène qu'un chercheur de l'ISQ attribue au fait que les Franco-Ontariens vivent dans une province où l'on accorde plus d'importance à la formation universitaire. Ce serait en quelque sorte un phénomène d'osmose, les valeurs de la majorité déteignant sur la minorité.

Cela prouve, s'il en était besoin, que le bas niveau des droits de scolarité ne favorise pas nécessairement l'élévation de l'instruction. Pour ce qui est du taux d'obtention de diplôme, le Québec, où il en coûte moins cher que partout ailleurs pour s'inscrire à l'université, se situe en dessous de la moyenne canadienne!

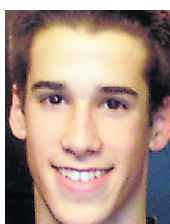
D'ici quelques années, les jeunes francophones québécois entreront en concurrence, sur le marché du travail, avec de jeunes anglophones plus instruits et parfaitement bilingues, et de jeunes allophones encore plus instruits, et qui parleront au moins trois langues (le français, l'anglais et le mandarin ou l'arabe ou l'espagnol...).

Devinez donc qui travaillera pour qui?

Des livres endormants

Pour les jeunes, l'ordinateur et les sports sont des choix bien plus judicieux que des romans de 500 pages

ÉRIC ST-ONGE



L'auteur étudie en cinquième secondaire du collège Saint-Jean-Vianney, à Montréal. Il réagit aux articles publiés récemment dans *La Presse* au sujet de la lecture à l'école.

Selon nos professeurs, la plupart des élèves ne sont plus capables de lire des œuvres complètes par manque de culture, de vocabulaire, ou tout simplement par manque d'entraînement et de persévérance. Selon moi, cette explication est absurde.

Ce n'est certainement pas par manque de persévérance, de culture ou de vocabulaire, mais bien par manque de temps ou par manque de passion pour le livre que nous ne pouvons tout simplement pas terminer les ouvrages que nous présentent les enseignants. Il faut dire que les romans choisis ne sont pas toujours bons.

Parlons du livre *Au nom du père et du fils*. N'est-ce pas un roman de 800 pages? Nous sommes à l'école cinq

jours par semaine, nous avons donc des devoirs de mathématiques, d'anglais, de français et autres matières, sans compter que certains étudiants travaillent. Il est donc évident que visionner un film est beaucoup plus avantageux, car entre perdre deux heures tout au plus, ou perdre une semaine à lire un roman bien peu intéressant, la première option remporte la palme.

De plus, avec la fameuse réforme, nous n'avons jamais été habitués à lire des dizaines et des dizaines de livres

Si vous avez retiré *Germinal* de la circulation, ce n'est tout de même pas de notre faute et nous ne pouvons pas blâmer la réforme, mais bien le type de roman choisi pour les élèves. Les passions des jeunes ont évolué avec le temps.

Autrefois, dans les temps libres, lire un livre était tout à fait normal, mais de nos jours, dès que quelqu'un est disponible, l'ordinateur ou les sports sont des choix beaucoup plus judicieux.

Entre visionner un film de deux heures et lire un roman pendant une semaine, la première option remporte la palme.

endormants de 500 pages ou plus. Je veux bien croire que lire sur l'histoire du XIX^e siècle nous ferait un bon bagage de connaissances pour l'entrée au cégep, mais la réforme elle va aussi y faire sa rentrée. Et en tant que « cobaye » de celle-ci, je crois qu'il ne sert strictement à rien de nous faire lire sur des trucs qui nous passionnent vraiment peu.

Les romans philosophiques ne nous aideront en rien plus tard. C'est quand même assez rare que vous allez voir un ouvrier de la construction arriver avec son bagage de phrases philosophiques ou de théories sur le monde, toutes plus endormantes les unes que les autres, et entretenir une discussion avec quelqu'un.



PHOTO BLOOMBERG NEWS

Même avec des ailes (œuvre d'Anselm Kieffer, *Buch Mit Flugeln*, Musée d'art moderne de San Francisco), les livres n'ont pas la cote auprès des élèves, qui semblent davantage se tourner vers le cinéma et l'ordinateur.

Le problème, la littérature jeunesse

Beaucoup d'œuvres offertes aux enfants du primaire ne leur donneront pas le goût de devenir des lecteurs adolescents ou adultes

FRANCINE ALLARD



L'auteure est écrivaine.

J'ai fait partie longtemps du programme l'Écrivain à l'école des ministères québécois de la Culture et de l'Éducation. J'ai ainsi sillonné la province avec ma valise remplie de mes romans pour la jeunesse. J'ai observé le manque de culture des enseignants du primaire, là où lire est un geste de la plus haute importance. J'en ai secoué beaucoup qui, hélas, martyrisaient l'orthographe et la grammaire en écrivant sur les tableaux. Plus on lit, mieux on écrit et mieux on parle. J'avais mis sur pied une journée pour écrire un livre: nous écrivions un livre, de 12 à 14 pages, qui était mis en forme par moi, découpé, illustré, imprimé et agrafé et l'après-midi, l'école en entier participait à son lancement. Une très belle expérience pour tous!

Je leur apprenais à utiliser les synonymes, les mots fournis par le dictionnaire analogique, leur suggérant les descriptions et les énumérations

qui allongent les textes, les citations et les proverbes, l'art du dialogue, les beaux mots et j'en passe. Les enfants étaient bouleversés par le résultat, bien sûr. Mais ce sont les enseignants qui étaient les plus renversés.

Dans les écoles que j'ai visitées, les enseignants ne lisaient presque jamais. N'allaient pas au théâtre, rarement au cinéma et leur niveau de culture était passablement à plat.

J'ai tenté d'implanter cette phrase qui a toujours motivé mon

enseignants ce qu'ils n'ont pas». J'ai alors perdu mon emploi. Depuis, je ne fais plus partie de l'Écrivain à l'école et c'est dommage.

J'ai produit un rapport au sujet des centaines de fautes contenues dans les romans les plus populaires présentés aux jeunes. Je ne suis pas professeure de littérature, je ne suis pas directrice d'une maison d'édition, je suis une personne libre et l'écriture occupe 90 % de mon temps. Je souffre terriblement de l'état de la langue dans les romans pour la jeunesse québécoise. Pourquoi *La Presse* n'a-t-elle pas dénoncé la piètre qualité de la langue de la collection Amos Daragon, que l'éditeur Michel Brûlé a vendue à plus de 600 000 exemplaires et qu'on aurait traduite en 18 langues?

Un de mes amis qui enseigne dans un collège privé fait lire Amos Daragon et donne une récompense à l'élève qui a trouvé le plus de fautes. Ses élèves lisent aussi mes romans. J'aimerais mieux qu'ils lisent mes romans pour adultes.

La voilà l'erreur. L'arrivée de la littérature pour la jeunesse. Il provient

Je souffre terriblement de l'état de la langue dans les romans pour la jeunesse québécoise.



cheminement d'enseignante d'abord, puis d'écrivaine: lire ne doit pas être une obligation, mais un privilège.

Devant ce constat, j'ai écrit, alors que j'étais journaliste pour le *Métro*, un texte qui avait pour titre « Les enseignants sont-ils incultes? », dans lequel je faisais la preuve, en utilisant un extrait du rapport Parent de 1964 « que l'on ne peut pas demander aux

de là, le fameux nivellement par le bas. Je pourrais vous citer une centaine d'œuvres offertes aux enfants du primaire qui jamais ne leur donneront le goût de devenir des lecteurs adolescents ou adultes. Je pourrais aussi vous citer de merveilleux romans pour les jeunes qui auraient très bien pu être écrits pour un lectorat adulte.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

NOUVELLE OFFRE



L'ÉVÉNEMENT

LA FIDÉLITÉ C'EST PAYANT



OBTENEZ UN BONI SUPPLÉMENTAIRE DE

1000 \$

SI VOUS POSSÉDEZ DÉJÀ UN VÉHICULE
CHRYSLER, JEEP^{MD}, DODGE, OU TOUT PICK-UP
DE LA CONCURRENCE

CAMION DE L'ANNÉE 2010
SELON MOTOR TREND
RAM HEAVY DUTY 2010



**PROFITEZ MAINTENANT DES MEILLEURES
OFFRES COMBINÉES AU PAYS :**

JUSQU'À
6 250 \$^Q
EN REMISE
AU COMPTANT

+

0% TAP[†]
FINANCEMENT
À L'ACHAT
(POUR 36 MOIS)

OU

UNE PREMIÈRE DANS L'INDUSTRIE:
TAUX VARIABLE PRÉFÉRENTIEL DE
2,25 %[†]
(JUSQU'À 84 MOIS)

ACHETEZ UN DODGE RAM 1500 SXT 4X4 2010

- Moteur V8 de 4,7 L et de 310 ch • Transmission automatique à 5 vitesses • Climatiseur • Boîte de transfert électrique à prise temporaire • Freins antiblocage à disque aux 4 roues
- Système électronique d'antidérapage (ESP^{MC}) avec dispositif anti-louvoisement de la remorque • Radio satellite Sirius avec un an d'abonnement
- Miroirs, glaces et verrouillage des portes à commande électrique • Ensemble allure chrome incluant roues chromées de 17 po • Différentiel autobloquant • Ensemble remorquage



Modèle Sport montré **

À PARTIR DE **27 495 \$**[‡]

PRIX INCLUT 6 250 \$^Q DE REMISE AU COMPTANT ET 1 000 \$* DE BONI

PLUS CHOISISSEZ **0 %** TAP[†]

FINANCEMENT À L'ACHAT POUR 36 MOIS

OU

82 \$

PAR SEMAINE

À

UN TAUX VARIABLE PRÉFÉRENTIEL DE

2,25 %[†]

JUSQU'À 84 MOIS (VOYEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE POUR LES DÉTAILS)



TURBO DIESEL

RAM HEAVY DUTY 2010

- Moteur diesel Cummins de 6,7 L avec jusqu'à 650 lb-pi de couple disponible
- Moteur HEMI V8 de 5,7 L à VVT et de 383 ch avec transmission automatique à 5 vitesses de série
- Climatiseur • Freins antiblocage aux quatre roues à pilotage électronique
- Amortisseurs avant et arrière renforcés
- Miroirs chauffants, glaces et verrouillage des portes à commande électrique disponibles
- Circuit de refroidissement grand rendement • Hayon verrouillable
- Faisceau de câblage de remorque à 4 et 7 broches
- Radio AM-FM-CD et 6 haut-parleurs • Boîte de transfert 4X4 disponible

CHOISISSEZ **0 %** TAP[†]

FINANCEMENT À L'ACHAT
POUR 36 MOIS

OU

UN TAUX VARIABLE PRÉFÉRENTIEL DE

2,25 %[†]

JUSQU'À 84 MOIS

PASSEZ VITE CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE
CHRYSLER • JEEP^{MD} • DODGE • RAM



L'acheteur avisé lit les petits caractères. * : t, †, ‡, Q Les offres de l'événement • La fidélité c'est payant • s'appliquent à la livraison au détail pour usage personnel seulement des modèles sélectionnés. Les offres ne sont applicables qu'au moment de l'achat d'un véhicule admissible du 2 février au 1^{er} mars 2010 chez les concessionnaires participants et sont sujettes à changement sans préavis. Le concessionnaire peut devoir échanger ou commander un véhicule. Voyez votre concessionnaire pour les détails et les conditions. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les frais d'inscription au RDRPM incluant les frais de registre (60 \$), les droits sur les véhicules neufs (15 \$), le transport (1 400 \$), la taxe sur le climatiseur (lorsque applicable), l'immatriculation, l'assurance, les frais d'administration du concessionnaire et les taxes applicables sont en sus et seront exigés à la livraison. ‡ Le prix d'achat s'applique aux nouveaux Dodge Ram 1500 SXT 4X4 2010 (DS6L41 + 24A + AGR + DMH + XFH) : 27 495 \$. Le prix comprend les allocations du fabricant consenties aux concessionnaires, qui consistent en une remise au comptant (Dodge Ram 1500 SXT 4X4 2010 : 6 250 \$) déduite du prix négocié avant l'application des taxes, ainsi qu'en un boni au comptant (Dodge Ram 1500 SXT 4X4 2010 : 1 000 \$) déduit du prix négocié après l'application des taxes. * L'offre de boni au comptant comprend des bonus Fidélité ou Conquête. Les bonus Fidélité sont offerts aux clients qui possèdent présentement un véhicule Chrysler, Jeep, Dodge, Ram, Plymouth ou Eagle et qui achètent ou louent un nouveau véhicule Chrysler, Jeep, Dodge 2009-2010 (excluant les modèles Dodge Challenger et Sprinter 2010), et les Dodge Caliber SE (CVP 2010). Certaines conditions s'appliquent. Le montant des bonus Fidélité varie entre 500 \$ et 1 000 \$ selon le modèle acheté/loué. Les bonus Conquête s'appliquent aux clients qui possèdent présentement un pick-up de la concurrence et qui achètent/louent un nouveau modèle Ram 1500 ou Ram HD 2010. Certaines conditions s'appliquent. Le boni Conquête est de 1 000 \$. Les bonus au comptant sont des allocations/rabais du fabricant consentis aux concessionnaires et seront déduits du prix négocié après l'application des taxes. † Les remises au comptant, allocations/rabais du fabricant consenties aux concessionnaires (Dodge Ram 1500 SXT 4X4 2010 : 6 250 \$) sont offerts sur la plupart des modèles neufs 2010 et sont déduits du prix négocié avant l'application des taxes. † Taux annuel en pourcentage (TAP) : tarif de financement à l'achat de 0 % pour 36 mois sous réserve de l'approbation de crédit de la Banque Royale du Canada, de la Banque Scotia, de TD Canada Trust ou de GMAC. Offert sur la plupart des modèles 2010 Chrysler, Jeep, Dodge et Ram, sauf Challenger, Caliber Ensemble Valeur Plus et SE Plus, Grand Caravan Cargo, Sprinter, Ram Châssis-Cabine. Exemple : Dodge Ram 1500 SXT 4X4 2010 (DS6L41 + 24A + AGR + DMH + XFH)/Dodge Ram 2500 Cabine régulière 4X2 (DJ2L62 + 26A) financé à un prix de vente de 27 495 \$/29 995 \$ financé à un taux annuel de 0 % pour 36 mois équivalant à 156 paiements hebdomadaires de 176,25 \$/192,29 \$, des frais de crédit de 0 \$ et une obligation totale de 27 495 \$/29 995 \$. † Tarif de financement à taux variable préférentiel de 2,25 % pour 84 mois offert pour la plupart des véhicules neufs 2010 sauf Caliber Ensemble Valeur Plus et SE Plus, Grand Caravan Cargo, Sprinter, Ram Châssis-Cabine, sous réserve de l'approbation de crédit de TD Canada Trust, avec un comptant initial de 0 \$. Exemple : Dodge Ram 1500 SXT 4X4 2010 (DS6L41 + 24A + AGR + DMH + XFH)/Dodge Ram 2500 Cabine régulière 4X2 (DJ2L62 + 26A) financé à un taux variable préférentiel de 2,25 % pour 84 mois équivalant à 364 paiements hebdomadaires de 81,66 \$/89,08 \$, des frais de crédit de 2 228 \$/2 431 \$ et une obligation totale de 29 723 \$/32 426 \$. L'offre de taux variable préférentiel jusqu'à 84 mois est proposée pour le financement au détail. Le taux variable est le taux de financement préférentiel de TD et fluctue en conséquence. Les paiements ainsi que le terme du financement peuvent varier à la hausse ou à la baisse selon les fluctuations de taux. Cette offre n'est pas valide pour les résidents du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve-et-Labrador, du Yukon, du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest. Certaines conditions s'appliquent. Voyez votre concessionnaire participant ou visitez chrysler.ca pour les détails. ** Prix des modèles illustrés : Ram Quad Cab Sport : 34 545 \$, incluant 6 250 \$ en remise au comptant et 1 000 \$ en boni au comptant boni fidélité ou conquête. MD SIRIUS est une marque de commerce de SIRIUS Satellite Radio Inc. MD Jeep est une marque déposée de Chrysler LLC, et utilisée sous licence. Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep^{MD} • Dodge • RAM